

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 18 Juin 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°148 ■

SONATRACH-GAZPROM

Exploitation de deux gisements d'hydrocarbures en 2028

P 3

AVEC LA SIGNATURE D'UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE

La coopération algéro-russe renforcée

La visite du Président Tebboune en la Fédération de Russie, qui a pris fin, hier samedi, a été couronnée de succès avec la signature de la Déclaration de partenariat stratégique approfondi entre les deux pays. P 3



FONDS VERT POUR LE CLIMAT

L'Algérie bénéficie d'un financement de 3 millions dollars

L'Algérie a bénéficié d'un financement de 3 millions de dollars du Fonds vert pour le climat, destiné à la réalisation du plan national pour l'adaptation aux changements climatiques (PNC). L'annonce a été faite par la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Mme Fazia Dahleb.

P 2

TOUTES LES MESURES ONT ÉTÉ PRISES POUR SA RÉUSSITE

Saison estivale 2023 : c'est parti !

C'est parti pour la saison estivale 2023. Le coup d'envoi officiel a été donné, hier samedi, par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, depuis la wilaya de Skikda. En effet, toutes les mesures ont été prises pour réussir cette saison, drainant des milliers d'estivants, notamment au niveau des 14 wilayas côtières.

P 5

AÉROPORT D'ALGER

Plus de 920 infractions et 480 millions DA d'amendes en 5 mois

Les services des Douanes de l'aéroport Houari Boumediene d'Alger dressent son bilan pour les cinq premiers mois de l'année 2023. En effet, plus de 920 infractions ont été enregistrées et des amendes dues dépassant 480 millions de dinars.

P 4

Géant
ELECTRONIC

Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صح جيون

UNIVERSITÉS-AGENCE NATIONALE DES DÉCHETS

Signature deux conventions de coopération

Une convention de coopération a été signée entre l'Université Salah-Boubnider (Constantine-3) et l'Agence nationale des déchets, dans une optique d'échange d'expériences dans le domaine de la recherche scientifique, a indiqué, jeudi, le recteur de l'Université, le Pr. Ryad Hamdouche.

Ce responsable a expliqué que cet accord vise à "renforcer les voies de partenariat et de coopération entre l'Université Salah-Boubnider et l'Agence nationale des déchets, afin de développer les opportunités de recherche scientifique, d'améliorer et de mettre à jour les connaissances pratiques des étudiants et des chercheurs à travers la promotion de la recherche appliquée, l'activation des formations sur le terrain et l'échange de données statistiques liées au domaine de la gestion et du traitement des déchets dans les zones urbaines".

Cet accord, ajoute-t-il, "s'inscrit dans la politique générale de l'Université, visant à souvrir à son environnement social et économique".

Le Pr. Hamdouche a souligné que cette convention, signée en présence de responsables représentant l'Université et l'Agence nationale des déchets, permettra aux étudiants de bénéficier de l'expérience de cette institution en tant que partenaire social et économique, à travers l'incubateur d'entreprises de l'Université.

Il a également considéré cet accord comme "une opportunité d'encourager les étudiants et les chercheurs à créer et à innover dans toutes les recherches scientifiques et technologiques universitaires liées à la valorisation des déchets à valeur ajoutée".

Des journées d'études, des forums et des ateliers de formation scientifique, liés à des domaines d'intérêt commun entre les deux parties, seront organisés, a-t-il encore indiqué.

Pour sa part, Karim Ouamane, directeur général de l'Agence nationale des déchets, a souligné que cet accord constitue "un acquis pour les deux parties, d'autant que l'agence comprend des sections concernées par la politique de gestion et de traitement des déchets dans les zones urbaines".

Il a ajouté que des actions seront également menées dans le cadre de cette convention pour promouvoir la gestion intégrée des déchets, qui fait partie des différentes offres de formation à l'Université Salah-Boubnider, ainsi que pour accompagner et soutenir les start-up et les porteurs de projets dans le domaine de la valorisation des déchets.

Il est à noter que l'Agence nationale des déchets (AND) a signé, également, un accord de partenariat et de coopération avec l'université d'Alger 2 "Abou El Kacem Saa-dallah", pour encourager les diplômés à investir le domaine de la gestion des déchets.

Le document a été signé par le directeur de l'AND, Karim Ouamane et le recteur de l'université d'Alger 2, Said Boumaiza, en marge d'une journée d'étude abritée par l'université, et consacrée au "Rôle de l'Agence nationale des déchets dans la création d'opportunités d'investissement pour les jeunes diplômés". L'accord vise tout particulièrement à créer "des passerelles entre l'université et le marché du travail, dans le but d'encourager les jeunes à investir dans le domaine de la gestion des déchets, et à mettre les résultats de la recherche scientifique au service de la gestion des déchets", selon les explications fournies lors de la cérémonie de signature.

R.E.

FONDS VERT POUR LE CLIMAT

L'Algérie bénéficie d'un financement de 3 millions dollars

L'Algérie a bénéficié d'un financement de 3 millions de dollars du Fonds vert pour le climat, destiné à la réalisation du plan national pour l'adaptation aux changements climatiques (PNC). L'annonce a été faite par la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Mme Fazia Dahleb.

Par Slimane T.

Elle a expliqué que ce financement est le fruit des efforts fournis par l'Algérie dans ses interventions, lors des conférences internationales, sur la nécessité de soutenir les pays émergents pour faire face aux effets des changements climatiques.

En réponse à une question d'un sénateur, lors d'une plénière au Conseil de la Nation, la ministre a indiqué que le plan national d'adaptation aux changements climatiques permettrait à l'Algérie d'adapter tous ses secteurs face aux effets négatifs des changements climatiques, lesquels «sont survenus en raison de la hausse des températures, et constituent une menace pour notre pays et le reste du monde».

Pour Mme Dahleb, l'Algérie a ratifié, en 1995, la Convention sur la diversité biologique, et a

œuvré, résolument, pour le respect de ses engagements en mettant en place une stratégie nationale et un plan d'action sur la diversité biologique pour la première fois en 2000, adopté par le Gouvernement en 2018.

Cette stratégie a permis d'évaluer le niveau des connaissances liées aux espèces animales et végétales en Algérie, afin de les protéger de l'extinction. Elle fait partie, également, de la vision sur la diversité biologique pour la réalisation du développement socioéconomique durable, en tenant compte des effets négatifs des changements climatiques.

Cette stratégie est basée sur quatre axes répartis sur 21 objectifs nationaux, notamment en termes d'usage durable, de réduction de la disparition des espèces menacées, de préservation de la diversité génétique et de régulation de l'intégration des espèces exogènes, a expliqué Mme Dahleb.

En outre, un Centre national de développe-

ment des ressources biologiques (CNDRB) a été mis sous la tutelle du ministère de l'Environnement, ainsi qu'un arsenal juridique et réglementaire notamment l'ordonnance n 06-05 de septembre 2006 relative à la protection et à la préservation de certaines espèces animales, le décret exécutif du 24 mai 2012 fixant la liste des espèces animales non domestiques et le décret exécutif du 4 janvier 2012 fixant la liste des espèces végétales.

La ministre a également rappelé les objectifs de la stratégie et plan d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) à l'horizon 2030, notamment le 12e objectif, portant conservation de 50% des terres et restauration des écosystèmes naturels sur une surface d'au moins 5 million d'hectares, dans laquelle quelque 13 sites seront programmés en tant qu'espaces protégés.

LA FOIRE "ALGÉRIE DE L'ENTREPRENEURIAT, DE LA FORMATION ET DES RÉSEAUX PROFESSIONNELS"

Une opportunité de promotion des activités des jeunes entrepreneurs

La foire "Algérie de l'entrepreneuriat, de la formation et des réseaux professionnels" s'est ouverte jeudi à Annaba offrant aux jeunes entrepreneurs une opportunité d'échange, de promotion de leurs activités et de diffusion de la culture du business leadership, ont indiqué les organisateurs.

La forte participation des acteurs du domaine de l'entrepreneuriat et du business leadership reflète la place importante dont jouit l'entrepreneuriat dans la carte économique nationale, a indiqué à l'APS Hamza Kermiche, responsable de l'entreprise Galacticom, organisatrice de cet événement.

Au total soixante-dix-neuf (79)

exposants dont des petites et moyennes entreprises, des start-up, des incubateurs d'entreprises de plusieurs wilayas participent au salon au côté des institutions de formation et organismes financiers, a précisé Kermiche qui a estimé que la manifestation est l'occasion d'échanges et de développement pour les jeunes entrepreneurs et une opportunité de lancer les activités des porteurs de projets.

Lors d'une table ronde sur "le développement de l'environnement de l'entrepreneuriat en Algérie" tenue à l'occasion, les intervenants ont porté l'accent sur l'importance de la diffusion et du développement de l'esprit entrepreneurial dans les milieux de jeunes notamment

parmi les diplômés universitaires et des établissements de formation.

Messaoud Djeghaba de l'Ecole supérieure des technologies industrielles d'Annaba a relevé que l'Algérie a mis en place le cadre organisationnel et juridique pour la relance et la promotion de l'acte entrepreneurial tout en mobilisant les moyens d'appui et d'accompagnement pour encourager les jeunes aux initiatives créatrices d'activité. Tous ces efforts, a-t-il souligné, ont permis de créer un environnement entrepreneurial incitateur favorable à l'esprit entrepreneurial.

De son côté, l'expert en affaires économiques, Mohamed Salah Tourabe, a exposé l'expérience de l'université algérienne dans

la diffusion de l'esprit entrepreneurial parmi les étudiants, mettant l'accent l'adhésion des enseignants et étudiants à l'initiative "certificat start-up".

Le Salon "l'Algérie de l'entrepreneuriat, de la formation et des réseaux professionnels" verra la présentation de plusieurs conférences sur le système informatique et la protection des données, le financement des start-up, l'adaptation du modèle de travail pour l'obtention du label de start-up ou de projet innovant. Cette manifestation est organisée pendant trois jours par l'entreprise Galacticom à l'hôtel Sheraton Annaba.

R.E.

PATRONAT

Reconduction de la présidente de la CGEA à la tête de "BUSINESSAfrica"

La présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA), Saida Neghza, a été reconduite à la tête de la confédération des employeurs africains "BUSINESSAfrica", a indiqué jeudi un communiqué de la CGEA. "En marge des travaux de la 111ème Conférence Internationale du Travail à Genève, les membres de BUSINESSAfrica ont renouvelé le mandat de Mme Saida Neghza à la tête de cette organisation continentale, qui compte

les patronats des pays africains", a précisé la même source.

A cette occasion, Mme Neghza a remercié "tous ses pairs pour la confiance placée en elle, qui témoigne de son engagement en faveur de la croissance économique et le renforcement des échanges intra-Afrique", a fait savoir le communiqué.

A rappeler que BUSINESSAfrica, confédération des employeurs, regroupe des organismes patronaux à travers le continent. Elle

a été fondée en 1986 sous le nom de Confédération panafricaine des employeurs (PeC) et a été rebaptisée "BUSINESSAfrica - Confédération des employeurs" en 2012. Cette organisation travaille principalement dans les domaines du travail, de l'emploi et des affaires sociales et ce dans le cadre des organisations internationales, notamment l'Organisation internationale des employeurs (OIE), l'Organisation internationale du travail (OIT) et l'Union africaine (UA)

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:

PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur

email: agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28

Fax : (021) 73.95.59

(021) 73.99.19

AVEC LA SIGNATURE D'UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE

La coopération algéro-russe renforcée

La visite du Président Tebboune en la Fédération de Russie, qui a pris fin, hier samedi, a été couronnée de succès avec la signature de la Déclaration de partenariat stratégique approfondi entre l'Algérie et la Fédération de Russie.

Par Réda Hadi

Le Président a aussi coprésidé, la cérémonie de signature de plusieurs accords, mémorandums d'entente et programmes d'action entre les Gouvernements algérien et russe.

Au dernier jour de sa visite, le président de la République a participé aux travaux du Forum économique international de Saint-Petersbourg (SPIEF) en tant qu'invité d'honneur. A cette occasion, Tebboune, lors de son discours, a indiqué que ses entretiens avec le Président Vladimir Poutine, ont permis de «réitérer notre volonté commune de promouvoir nos relations stratégiques aux niveaux escomptés».

Abordant la coopération économique entre l'Algérie et la Russie, le Président Tebboune a indiqué qu'elle ne se limite pas aux échanges commerciaux, et couvre plusieurs domaines, mettant en relief la concertation régulière et l'échange de vues au sein du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) et de l'Opep, afin d'assurer la stabilité du marché énergétique mondial.

Le président, a appelé à bannir la politisation de la décision économique et à accorder la priorité absolue à l'efficacité économique.

«J'appelle depuis cette tribune à la conjugaison des efforts, et à œuvrer de concert dans le

cadre d'une approche participative et solidaire tenant compte des intérêts et des préoccupations de toutes les parties, notamment des pays pauvres, en proie à des perturbations et à des guerres», a-t-il soutenu.

S'agissant de souveraineté nationale, il a réaffirmé la détermination de l'Algérie à rejoindre les BRICS, «dans les plus brefs délais», pour pouvoir «libérer son économie de certaines pressions», soulignant que «les Algériens, nés libres, resteront souverains dans leurs décisions et leurs positions».

Il a, par ailleurs, appelé les investisseurs russes et de tous les pays du monde, à saisir les opportunités et les avantages offerts par l'Algérie en matière d'investissement, dans le cadre de l'approche gagnant-gagnant, avant de mettre en relief les dispositions de la nouvelle loi sur l'investissement.

Durant les travaux de ce forum, le ministre de l'Energie et des Mines, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali et le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, ont exposé, chacun en ce qui le concerne, les avantages et les opportunités à investir en Algérie.

Les observateurs de la scène économique algérienne, ont estimé que cette visite a été un

franc succès, de part que notre président a su montrer les capacités de l'Algérie à s'ouvrir et à s'imposer aussi bien du point de vue économique que politique.

Ceux-ci disent que cette visite d'Etat en Russie, marque ainsi une étape significative dans le renforcement des relations entre les deux pays. Et qu'elle a permis d'établir des liens plus étroits et de discuter de questions d'intérêt commun.

De son côté, le président russe Vladimir Poutine a exprimé sa gratitude envers le président Tebboune pour ses efforts de médiation visant à résoudre la crise russo-ukrainienne. Il a salué le leadership du président Tebboune, le qualifiant de «leader qui respecte les intérêts de son pays».

Ces éloges soulignent l'importance de la diplomatie et du rôle de l'Algérie dans la recherche de solutions pacifiques aux conflits internationaux. Les discussions entre les deux chefs d'Etat ont également permis de renforcer les relations économiques entre l'Algérie et la Russie. Des accords commerciaux ont été conclus, ouvrant de nouvelles opportunités pour la coopération dans divers secteurs tels que l'énergie, l'industrie et l'agriculture. La visite d'Etat du président Tebboune en Russie a été couronnée de succès. Les éloges de Vladimir sont la meilleure preuve.

SONATRACH-GAZPROM

Exploitation de deux gisements

d'hydrocarbures en 2028

Le PDG du groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, a annoncé qu'il sera procédé en 2028 à l'exploitation de deux gisements d'hydrocarbures au sud-est de Hassi Messaoud (Ouarzla), en partenariat avec la société russe Gazprom, faisant état d'un investissement d'environ un milliard de dollars.

Lors d'un entretien accordé à la chaîne russe "RT", diffusé vendredi soir, dans le cadre de la visite d'Etat effectuée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en Fédération de Russie, à l'invitation de son homologue russe, M. Vladimir Poutine, M. Hakkar a fait savoir que le groupe Sonatrach œuvrait avec Gazprom au développement des deux gisements découverts dans le périmètre d'Oum El Assel (environ 140km au sud-est de Hassi Messaoud) à travers l'établissement d'appels d'offres pour le forage et la construction d'usines de traitement du gaz naturel, précisant que "la première production est prévue pour 2028".

"Sonatrach et Gazprom ont mis en place un plan de développement, qu'ils ont finalisé, en juillet 2022, et soumis le même mois à l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) pour adoption", a précisé M. Hakkar.

Il s'agit, a-t-il ajouté, "d'investir 950 millions de dollars en deux temps pour produire environ 2 millions de mètres cubes de gaz naturel par jour (m3/j), plus de 1.000 tonnes/jour de condensats et plus de 220 tonnes de gaz de pétrole liquéfié (GPL)".

M. Hakkar a estimé que cette production "est de nature à renforcer le partenariat entre les deux parties, de même que la production nationale des hydrocarbures, vu la forte demande sur le gaz naturel enregistrée actuellement sur le marché international, ce qui nous permettra de valoriser les ressources découvertes".

"Nous œuvrerons ensemble à développer ces deux découvertes, confortées récemment par une troisième, ce qui encouragera le partenariat et appuiera les efforts de développement de ces gisements", a-t-il déclaré.

Et d'ajouter que la relation avec les entreprises russes "ne se limite pas à la recherche et à la prospection avec Gazprom", relevant que le groupe "travaille également avec d'autres sociétés russes, dans les services et la construction d'usines".

Ces partenariats "sont importants pour l'Algérie qui est en quête de développement et de diversification de tous les partenariats, d'autant que nous en comptons plusieurs aujourd'hui avec des pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique", a-t-il soutenu.

Qui plus est, "nous entretenons de très bonnes relations avec les sociétés russes", a-t-il dit.

"Pour Sonatrach, Gazprom est un partenaire fiable", a-t-il affirmé, indiquant que les deux groupes s'attèlent à développer ensemble certains périmètres et découvertes en Algérie, notamment avec "la forte demande sur le gaz qu'il y aura dans les prochaines années".

R.E.

POUR SA VISITE « RÉUSSIE » EN RUSSIE

Goudjil félicite le président Tebboune

Le président du Conseil de la Nation, Salah Goudjil, a adressé, ce samedi, un message au chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, pour le féliciter, de sa visite « réussie » en Fédération de Russie.

« Avec fierté, j'ai suivi la visite d'Etat réussie qui vous a conduit en Fédération de Russie et les dividendes que vous avez engrangés. Ce qui reflète la solidité des relations bilatérales algéro-russes dis-

tinguées et celles escomptées à moyen et long terme... Par conséquent, je vous adresse, Monsieur le Président, en mon nom propre et au nom des membres du Conseil de la nation, nos félicitations ».

Dans sa lettre, Salah Goudjil a relevé : « Les approches du président de la République, déclinées lors du Forum économique international de Saint-Petersbourg, et son appel à une démarche participative et solidaire face aux en-

jeux auxquels le monde fait face, prend en compte les intérêts de tous, en particulier des pays pauvres ».

C'est sous-jacent, a-t-il souligné, à «la rationalité de la politique étrangère de l'Algérie, qui s'insurge contre l'hégémonie, la polarité et les intérêts unilatéraux, et prône l'équilibre et la justice... Ce qui confirme que l'Algérie est un pays souverain qui n'accepte pas de compromis dans ses décisions politiques. En plus

de cela elle confirme son positionnement à équidistance des parties en conflits ».

Le deuxième homme de l'Etat a estimé que le président Tebboune incarne les valeurs de l'Algérie et des Algériens et parvient, « grâce à sa politique éclairée » à replacer le pays dans le concert des nations et à consolider ses relations diplomatiques et économiques.

R.N

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Les axes de la coopération algéro-russes définis

Avec des groupes pharmaceutiques russes, l'Algérie entend étendre sa production de médicaments pour couvrir les besoins de base des gens, a déclaré à Sputnik Ali Aoun, ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique. Des anticancéreux, des traitements pour les maladies du sang et le diabète sont au centre des projets bilatéraux.

L'accord algéro-russe sur la mise en œuvre de projets bilatéraux pharmaceutiques est "l'une des décisions importantes tant pour la Russie que pour l'Algérie", a

fait savoir le ministre. Ainsi, les deux pays vont coopérer dans le domaine des médicaments anticancéreux, des traitements des maladies du sang et du diabète, a précisé Ali Aoun en marge du forum économique SPIEF à Saint-Petersbourg. «Nous avons créé une sorte de feuille de route pour le développement des petites et moyennes entreprises. Grâce à cette stratégie, nous pouvons étendre la production industrielle en Algérie pour couvrir les besoins de base de la population», a-t-il déclaré. Ces projets comprennent la par-

ticipation de sociétés russes, «compte tenu notamment des opportunités existantes pour la production pharmaceutique en Algérie».

En plus des pourparlers qui ont eu lieu à Alger, la délégation algérienne est venue au SPIEF pour «confirmer [le] souhait de développer le plus vite possible l'industrie du médicament avec [les groupes pharmaceutiques russes] Geropharm, Biocad», selon Ali Aoun.

Globalement, l'Algérie enregistre une impulsion importante quant à la coopération dans l'industrie

des médicaments entre Alger et Moscou, a noté le ministre.

Du 14 au 16 juin, le Président algérien Abdelmadjid Tebboune a été en visite d'Etat en Russie. Une déclaration de partenariat stratégique approfondi entre les deux pays a été signée pendant cette visite. Plusieurs mémorandums et déclarations, au sein de plusieurs filières, entre les ministères concernés algériens et russes ont été adoptés. De plus, la visite de Tebboune a coïncidé avec la tenue du forum économique SPIEF.

Agence

CNMA

Augmentation du capital à 10 milliards de DA

La Caisse nationale de la mutualité agricole (CNMA) a procédé à l'augmentation de son capital social, pour la deuxième fois en 2023, atteignant désormais 10 milliards de dinars a indiqué samedi, la mutualité dans un communiqué. «La Caisse nationale de mutualité agricole continue dans sa lancée en procédant à une deuxième augmentation de son capital social en 2023 pour passer de 8 à 10 milliards de DA», précise le communiqué.

Dans les détails, la même source souligne qu'«une première augmentation du capital a eu lieu en mars de cette année pour être suivie d'une deuxième augmentation, soit une hausse totale de 82%».

Pour la CNMA, ces résultats «en forte progression» sont le «fruit d'une exigence dans la manière d'exercer le métier d'assureur mu-

tualiste, proche de ses clients».

Elle fait état dans ce cadre d'un réseau qui a atteint cette année 70 caisses régionales et plus de 550 agences locales, pour «couvrir tout le territoire national, notamment les wilayas du sud en proposant ses produits à cette région spécifique».

Relevant «la bonne santé financière» de la CNMA, le communiqué met en avant «l'évolution de son activité et ses résultats excédentaires réalisés ces dernières années», affirmant que ceux-ci ont rendu ces opérations possibles.

Le CNMA a, dans la foulée, attesté que ces résultats vont, sans nul doute, lui permettre de «faire face à ses obligations envers ses clients» et à «faire valoir son label de qualité» au regard, est-il soutenu «de la place qu'elle détient dans le secteur des Assurances, notamment celle de leader des assurances agricoles».

«La Mutualité agricole solidifie aujourd'hui son assise financière pour répondre parfaitement, d'une part à cet objectif de conseil et de suivi relationnel basé sur la proximité», avance-t-on.

D'autre part, poursuit la même source, la solidification de son assise financière vise à répondre «aux besoins de ses fidèles clients en raison des changements climatiques» pour lesquels, appuie-t-on, «la CNMA devra proposer de nouvelles solutions assurancielles qui solliciteront un élargissement de l'offre de couverture en terme de production et de nature de risques».

La même caisse affiche sa détermination «à continuer sur le même élan» et s'engage «toujours» envers ses sociétaires et ses clients en «fournissant les meilleures prestations afin de répondre à leurs besoins et concevoir des produits adaptés avec leurs investissements».

R.E.

SONATRACH, PERTAMINA ET REPSOL

Signature d'un contrat d'hydrocarbures

La société nationale des hydrocarbures Sonatrach et ses partenaires, l'indonésien Pertamina et l'espagnole Repsol, ont signé, jeudi dernier à Alger, un contrat d'hydrocarbures sur le périmètre contractuel de « Menzel Lejmat » (Bloc 405a), sous l'égide de la loi 19-13 régissant les activités hydrocarbures.

Ce nouveau contrat a été signé au siège de Sonatrach par le vice-président chargé de l'activité exploration et production de Sonatrach, Mohamed Slimani, et le président directeur général de Pertamina-Algérie, Tariq Abdat, ainsi que le représentant de Repsol en Algérie, en présence du président-directeur général de Sonatrach Toufik Hakkar et le président directeur général de Pertamina, Mme Nicke Widayawati.

Ce contrat, de type partage de production, s'inscrit dans le cadre du protocole d'accord signé entre les trois compagnies le 28 septembre 2022. La compagnie indonésienne Pertamina avec la société espagnole Repsol sont actuellement partenaires de Sonatrach dans le contrat Lejmat et Oulad N'sir (blocs 405 et 215). L'association exploite, dans le cadre du même contrat, les gisements de MLN & Satellites (09 gisements), le gisement unitisé d'Ourhoud ainsi que le gisement unitisé d'El Merk.

Selon une présentation faite à l'occasion, le programme des travaux comprend notamment la construction d'une unité d'extraction des GPL Forage de 12 puits d'huile et un puits d'injection de l'eau, et le Raccordement des nouveaux puits de développement et l'entretien des installations existantes ainsi que l'acquisition sismique 3D. Le programme comprend également un Projet WAG (Water Alternating Gas), un projet de digitalisation, une étude laboratoire sur l'EOR et un projet de production d'énergie solaire. Le nouveau contrat est conclu pour une durée d'exploitation de 25 ans, à compter de sa date d'entrée en vigueur, selon une présentation faite à l'occasion, relève la même présentation.

Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie de signature, M. Hakkar a fait savoir que le montant d'investissement global prévu pour la mise en œuvre de ce plan de développement « est estimé à plus de 800 millions de dollars US et permettra une récupération de près de 150 millions de barils équivalent pétrole ». Il a souligné que la signature de ce contrat traduisait « la volonté des parties de poursuivre leur partenariat sur le périmètre contractuel de Menzel Lejmat et de renforcer leur coopération dans le domaine de l'exploration et de la production des hydrocarbures ».

Pour sa part, Mme Widayawati a exprimé sa « haute appréciation » des efforts et du soutien menant à concrétiser la signature de ce nouveau contrat, ajoutant que ce dernier représentait « une grande opportunité pour élargir les investisseurs de son entreprise en Algérie ».

R. E.

CNEP BANQUE

Lancement d'une plateforme de vente de logements par internet

La Caisse nationale d'épargne et de prévoyance "CNEP-Banque" a lancé jeudi dernier de nouvelles formules pour le financement des entreprises, ainsi qu'une plateforme permettant la vente directe de logements par internet.

Ces deux nouveaux produits ont été lancés, lors des travaux de la journée d'information organisée au Centre international de conférences Abdelatif-Rahal (CIC, Alger), en présence du ministre des Finances, Laaziz Faïd, du Président du Conseil d'administration de la Cnep-banque, Mustapha Chaabane, du Directeur général, Samir Tamrabet, du Délégué général de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF), Rachid Belaid, d'un représentant de la Coordination nationale du patronat et d'hommes d'affaires.

Destiné aux entreprises, "ce crédit d'exploitation offert par la CNEP-Banque est caractérisé par sa flexibilité. Il est adapté aux besoins de chaque entreprise de manière à garantir la pérennité de ses projets", d'après les explications des cadres de la Cnep. Se disant confiant que le nouveau produit "garantira compétitivité et essor aux entreprises", les cadres de la banque ont assuré que la complémentarité entre les producteurs permettra de couvrir largement les demandes de financements émanant des entreprises et des professionnels à court, moyen et long termes.

Les crédits d'exploitation offrent une solution de financement à

AÉROPORT D'ALGER

Plus de 920 infractions et 480 millions DA d'amendes en 5 mois

Les services des Douanes de l'aéroport Houari Boumediene d'Alger dressent son bilan pour les cinq premiers mois de l'année 2023. En effet, plus de 920 infractions ont été enregistrées et des amendes dues dépassant 480 millions de dinars.

Par R E

L'inspection des services des Douanes de l'aéroport a relevé 906 infractions de bureaux (relevées au bureau des Douanes), alors que les amendes dues ont dépassé 480 millions de dinars, a appris l'APS auprès de la Direction générale des Douanes (DGD).

Le nombre d'infractions liées à la législation sur les changes et les mouvements de capitaux de et vers l'étranger s'élève à 16 infractions, soldées par la saisie de 83600 euros et 14200 dollars, tandis que les amendes dues, sous ce chapitre s'élèvent à 43 millions de dinars.

En 2022, le nombre d'infra-

ctions de bureaux ont atteint 1 311 contraventions avec des amendes dues dépassant 42 milliards de dinars.

Au cours de la même période, l'inspection des Douanes a enregistré 56 infractions liées à la législation sur les changes et les mouvements de capitaux de et vers l'étranger qui se sont soldées par la saisie de plus de 86 000 euros et environ 112 000 dollars, assorties d'amendes s'élevant à environ 38 milliards de dinars.

Quant aux principales saisies réalisées au cours des cinq premiers mois de l'année 2023, la même source fait état de sacs contenant des substances explosives, un pistolet, 13 détecteurs de métaux, 5 cachets administratifs d'institutions officielles, 120

puces électroniques et 27 structures équipées de GPS (système de positionnement par satellite).

La liste des saisies comprenait également 8044 téléphones portables, 4909 écrans de téléphones portables, 8376 montres intelligentes, 671 tablettes tactiles, 10 629 oreillettes bluetooth, 2124 cartouches de cigarettes, 238 cigarettes électroniques et 600 flacons de liquide pour cigarettes électroniques.

En ce qui concerne les métaux précieux, l'inspection des services des Douanes de l'aéroport Houari Boumediene-passagers, a saisi près de 640 gr d'or et 500 gr d'argent.

Quant aux principales saisies réalisées en 2022, elles com-

prenaient 385 comprimés hallucinogènes, près de 550 gr de cocaïne, 2 fusils de chasse, une carabine à air comprimé, deux drones avec leurs accessoires, 16 caméras espion, 22 équipements GPS et 210 oreillettes bluetooth invisibles.

Il a été également procédé en 2022, à la saisie de 16 000 téléphones portables, 5 387 écrans de téléphones portables, 926 montres intelligentes, 192 tablettes tactiles, près de 3000 oreillettes bluetooth et 1145 cartouches de cigarettes

La liste comprenait également une quantité "considérable" de métaux précieux, constituée de 2,5 kg d'or et 4,7 kg d'argent, selon le bilan de la DGD.

FINANCEMENT DES ENTREPRISES

Les banques appelées à lancer de nouvelles formules

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a invité les banques publiques à renforcer les financements destinés aux entreprises et aux professionnels dans les différents secteurs, à travers la proposition de formules de financement adaptées. Présidant l'ouverture d'une journée d'information organisée par la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance "CNEP-Banque" au profit des opérateurs économiques, M. Faïd a indiqué, dans une allocution à l'occasion, que les banques publiques "sont appelées à s'adapter aux changements des besoins et au comportement du consommateur algérien, tout en veillant à se mettre au diapason du développement technologique". Les banques doivent déployer tous les efforts nécessaires pour moderniser leurs prestations à travers la numérisation des

transactions et le développement des moyens de paiement modernes, ainsi que l'évaluation de l'impact des services bancaires électroniques afin d'améliorer la qualité des prestations, a-t-il affirmé.

Rappelant l'importance de la réalisation de l'inclusion financière, une priorité dans le plan d'action du gouvernement, le ministre des Finances a mis en relief le "rôle pivot" dévolu aux banques publiques pour renforcer la stratégie de développement du secteur bancaire.

M. Faïd a indiqué que les banques œuvrent, à travers le financement des projets d'investissement, à contribuer à la création du plus grand nombre possible d'emplois, à soutenir la compétitivité de l'économie nationale, et à accompagner les entreprises nationales dans l'exportation, notamment vers les pays africains.

De tels objectifs exigent "un travail d'équipe et la persévérance pour servir l'économie nationale", a observé le ministre.

A ce propos, M. Faïd a souligné les réalisations de l'Algérie en termes de développement et de modernisation du secteur des finances et des banques afin de réaliser l'inclusion financière.

Il a cité, dans ce cadre, l'actualisation de l'arsenal juridique régissant le travail bancaire, l'élargissement du réseau des agences bancaires digitales et de proximité, le renforcement du paiement, la simplification du paiement à distance, la fourniture des produits bancaires islamiques et classiques, le lancement de la monnaie nationale numérique et l'ouverture d'agences bancaires à l'étranger pour accompagner les investisseurs.

En chiffres, M. Faïd a fait savoir

que le nombre de comptes bancaires a dépassé 20 millions de compte domiciliés au niveau des banques en 2022, dont 12 millions comptes d'épargne, ainsi que 27 million comptes postaux courants (CCP), en sus de 14 millions cartes interbancaires (CIB) en circulation.

Le nombre des opérations de paiement via les terminaux de paiement électroniques (TPE) est passé de 65.000 opérations en 2016 à plus de deux millions d'opérations en 2022. Les paiements via internet sont passés de 7300 opérations en 2016 à 7.5 millions d'opérations en 2022 avec plus de 340 e-commerçants inscrits au système de paiement électronique interbancaire, selon M. Faïd.

R. E.

TOUTES LES MESURES ONT ÉTÉ PRISES POUR SA RÉUSSITE

Saison estivale 2023 : C'est parti !

C'est parti pour la saison estivale 2023. Le coup d'envoi officiel a été donné, hier samedi, par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, depuis la wilaya de Skikda. En effet, toutes les mesures ont été prises pour réussir cette saison, drainant des milliers d'estivants, notamment au niveau des 14 wilayas côtières.

Par Sirine R.

C'était l'enclavement. Selon le responsable, la moitié du budget, également une centaine de milliards de dinars, a été alloué aux travaux publics. Vient ensuite le secteur des ressources en eau. L'objectif principal du programme complémentaire pour cette wilaya, insiste Youcef Romane, « c'est d'attirer les investisseurs avec des nouvelles infrastructures routières et des zones d'activités ». En somme, d'autres wilayas des hauts-plateaux bénéficieront prochainement de programmes. Depuis, la magnifique plage de Larbi Ben M'hidi dans la commune de Filfila, le ministre a assuré que l'ensemble des moyens humains et matériels sont mobilisés par les pouvoirs publics à l'échelle nationale, pour garantir un bon déroulement pour cette saison estivale. Selon le ministre, une enveloppe financière de 2,5 milliards de DA a été débloquée pour l'aménagement des plages autorisées à la baignade, au nombre de 437, dont 7 nou-

velles plages. Il a également exhorté les responsables à fournir toutes les facilitations aux membres de la communauté nationale à l'étranger lors de leur retour au pays.

Lors de la cérémonie d'installation de la commission nationale de préparation et de suivi de la saison estivale de l'année en cours, Brahim Merad a insisté sur l'impératif de respecter le principe de « l'accès gratuit aux plages », de lutter contre leur exploitation anarchique et de prendre des mesures coercitives à l'encontre des contrevenants. Un phénomène qui prend de l'ampleur à chaque saison estivale. Des jeunes imposent leur diktat, en squattant des plages et des espaces pour faire leur business. Des tables, des chaises et parasols sont proposés à la location, mais à quels prix !

Il est à noter que d'une plage à l'autre, le prix du parking va de 100 à 500 DA dans certains endroits. Les parasols sont « loués » entre 700 et 1 000 dinars. Les chaises à 300 DA. Les tables avec parasol et quatre chaises sont louées entre 2 000 et 3 500 DA ! Une nouvelle organisation des plages

s'impose avec acuité pour en finir ces pratiques qui nuisent à l'image d'un pays qui veut faire du tourisme, un des leviers de croissance et de diversification de l'économie nationale. Les autorités locales sont appelées à s'impliquer davantage dans la gestion des plages et autres espaces touristiques, en mettant en place un cadre réglementaire (un cahier de charges).

Dans ce cadre, le ministre de l'Intérieur a appelé les corps de sécurité à « prendre les dispositions nécessaires et à renforcer leurs équipes sur le terrain afin d'assurer la sécurité et l'ordre publics, et d'anticiper tout danger de nature à menacer la tranquillité des estivants ou à perturber le bon déroulement de la saison estivale ».

Dans un entretien accordé à l'APS, le Directeur central chargé des activités touristiques, du plan qualité et de la régulation au ministère du Tourisme et de l'artisanat, Nabil Melouk, a précisé que plusieurs mesures incitatives avaient été prises pour améliorer la gestion de ces plages, au titre du programme tracé par la Commission nationale chargée

de la préparation et du suivi de la saison estivale 2023, sur instruction du Premier ministre et sous l'égide du ministère de l'Intérieur, avec la participation des secteurs concernés, dont le ministère du Tourisme et de l'artisanat, l'objectif étant de veiller au bien-être des estivants. Ce programme vise à optimiser l'exploitation des plages, à renforcer les structures d'hébergement et à promouvoir l'animation et la communication.

Dans ce cadre, des concessions sont octroyées aux professionnels pour l'exploitation d'une partie de la superficie de chaque plage afin de remédier aux insuffisances enregistrées durant les précédentes saisons, et ce, dans une démarche visant à améliorer les prestations et à créer une émulation entre les destinations touristiques nationales et territoriales, a expliqué le responsable, ajoutant que l'accès aux autres espaces de ces plages était libre. De plus, la priorité à la concession des plages attenantes aux établissements hôteliers est reconnue à ceux-ci pour leur permettre de proposer des offres complètes à leurs clients..

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

Les efforts de l'Algérie soulignés

L'Ambassadeur d'Algérie en Italie, Abdelkrim Touahria a mis en lumière vendredi les efforts consentis par les hautes autorités algériennes pour asseoir une véritable politique de transformation numérique de l'administration publique au service des citoyens, soulignant que l'innovation, la numérisation et les startups représentent "des axes stratégiques et prioritaires pour le gouvernement algérien".

Lors de sa participation aux travaux de la 11ème édition du Festival de l'Innovation digitale "WeMake Future 2023", qui se déroule sur trois jours, à la Foire de Rimini en Italie, le représentant de l'Algérie est intervenu au titre du Panel consacré à la thématique "la diplomatie et l'innovation", qu'il a animé conjointement avec son homologue suédois, M. Jan Bjorklund.

L'ambassadeur a saisi cette opportunité pour mettre en lumière les efforts consentis par les hautes autorités algériennes pour asseoir une véritable politique de transformation numérique de l'administration publique au service des citoyens, des entreprises et de la protection de l'environnement, en insistant sur le fait que l'innovation, la numérisation, les startups et l'économie de la connaissance représentent "des axes stratégiques et prioritaires pour le gouvernement algérien".

Dans ce contexte, il a cité la mise en place de ministères dédiés à la numérisation, à l'économie de la connaissance et des startups ainsi que la modernisation et l'adaptation du cadre juridique y afférent afin de donner plus de liberté aux jeunes innovants dans le cadre de la mise en place de leurs projets et startups.

Il a également mis l'accent sur l'interaction accrue et les effets des technologies de l'information sur la diplomatie moderne.

Il convient de souligner que ce Festival qui prend fin samedi, représente l'un des plus grands Salons consacrés à l'innovation digitale au monde. Plus de 100 événements y sont prévus autour de thématiques d'actualité telles que: e-SportFest, Digital Job Fair, World Start-up Fest, Innovation film Fest, Creators Fest, Maker & Tech District, ainsi que les Hackathon. L'édition de cette année a réuni plus de 1000 intervenants et conférenciers du monde entier.

R.E.

MARKETING TOURISTIQUE

Exploiter les outils digitaux pour promouvoir la destination Algérie

L'exploitation des outils digitaux innovants afin de promouvoir la destination Algérie a été mise en avant jeudi au deuxième jour de la 15ème édition des Journées internationales du marketing touristique qui se tient à Alger.

Les participants à cet événement, placé sous le parrainage du ministère du Tourisme et de l'Artisanat et du ministère de l'Economie de la Connaissance, des Startups et de la Micro-entreprise, ont mis en avant l'impératif d'exploiter les outils numériques afin de mettre en place des stratégies marketing novatrices dans le but d'attirer les voyageurs et se démarquer de la concurrence.

Ainsi, M. Amara Amaouz, fondateur de la plateforme électronique algérienne des réservations d'Hôtel (Namlatic), a souligné la nécessité pour les entreprises activant dans le tourisme à s'adapter à l'avènement du digital afin d'améliorer leur image et optimiser leur visibilité, mais aussi mesurer leurs actions sur le web en regroupant les outils interactifs qui leur permettent de promouvoir des produits et services dans le cadre d'une relation personnalisée et directe avec les consommateurs.

Dans le même sens, M. Nabil Bersali, Professeur marketing à l'Ecole supérieure de l'hôtellerie et restauration d'Alger (ESHRA), a relevé que les voyageurs peuvent accéder à une quantité immense de contenus en ligne, allant des sites web des offices de tourisme aux blogs de voyage et aux réseaux sociaux, soulignant la nécessité pour les destinations touris-

tiques d'adopter une approche multicanal pour toucher un large public. Parmi les autres outils digitaux à utiliser figure notamment le marketing par e-mail permettant d'entretenir une relation continue avec les clients potentiels et de les fidéliser pour des voyages futurs, ont relevé des intervenants, qui notent, par ailleurs, qu'un nombre croissant de lieux touristiques disposent d'applications mobiles afin d'enrichir la visite du voyageur.

De son côté, M. Mouhammed Boudali, représentant de l'agence de voyage Touring Club d'Algérie (TCA), a affirmé que les agences de voyage, les hôtels et les offices de tourisme ont rapidement compris l'importance d'une présence en ligne forte pour toucher une

clientèle locale et étrangère.

"Ainsi, de nombreux acteurs du secteur ont d'emblée développé des sites web attractifs et des stratégies de marketing digital innovantes basées également sur les réseaux sociaux afin de se démarquer sur le marché touristique mondial", a-t-il souligné.

Pour cela, a-t-il estimé, il est nécessaire de créer au sein des "touristes locaux" une culture des transactions électroniques par l'utilisation des cartes interbancaires ainsi qu'un environnement concurrentiel en matière de e-commerce, tout en renforçant l'arsenal juridique pour réguler les transactions en ligne et protéger les données personnelles.

SELON L'AIE

Réduction de 30% des prix de billets Air Algérie et Algérie Ferries

Du nouveau pour la communauté algérienne établie à l'étranger, selon un communiqué, les compagnies Air Algérie et Algérie Ferries lancent de grosses promotions à l'arrivée de la saison estivale.

Dans un communiqué publié mercredi, la compagnie aérienne nationale Air Algérie a annoncé des remises de 40% sur toutes les réservations effectuées en juillet et août et les billets retour en septembre.

Selon le communiqué, cette mesure s'inscrit dans le cadre de l'application des directives du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune pour faciliter le retour des algériens établis à l'étranger durant la période estivale.

L'offre Air Algérie est valable à partir de ce jeudi 15 juin, pour les billets achetés entre le 1er juillet et le 31 août, et ceux du 1er au 30 septembre pour les billets retour.

Pour ce qui est de la compagnie Algérie Ferries, une réduction de 30 % s'applique à tous les achats de billets pendant la période du 7 juillet au 12 août.

«En application de la décision prise par le président de la République lors du conseil des ministres tenu le 11 juin 2023, et portant instruction d'assurer toutes les facilités aux membres de la communauté nationale, pendant cette saison estivale, l'ENTMV annonce des rédu-

tions importantes jusqu'à 30% des prix de ses billets via ses nouvelles lignes, à l'instar de Gênes, Barcelone et Sète (France)», précise le communiqué.

Pour rappel, le président de la République avait, lors du dernier conseil des ministres, instruit le Gouvernement "d'accorder davantage de facilitations pour l'accueil des membres de la communauté algérienne, concernant notam-

GHARDAIA

Plus de 2200 oiseaux d'eau nicheurs recensés

Pas moins de 2252 oiseaux d'eau nicheurs ont été dénombrés entre le mois de mai et juin courant par les ornithologues dans les différentes zones humides de la wilaya de Ghardaia, devenues des sites de nidification privilégiés par la population volatile migratrice, a appris jeudi l'APS de la Conservation des forêts de la wilaya.

Initié dans le cadre des activités du Réseau national des observateurs ornithologues algériens (RNOOA), à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des oiseaux migrateurs et la Journée internationale de la biodiversité, ce comptage national des oiseaux migrateurs d'eau nicheurs, a ciblé l'ensemble des zones humides naturelles et artificielles de la wilaya de Ghardaia au nombre de dix, a expliqué le Conservateur des forêts Mohamed Salah Lafdal.

Ces zones aquatiques sont devenues "une halte incontournable de nidification pour les oiseaux migrateurs sur l'axe migratoire entre l'Afrique et l'Europe", notamment la zone humide artificielle de Kef El Doukhan (Ghardaia), a-t-il ajouté.

L'objectif de ce dénombrement effectué entre 17 mai et 05 juin dernier, est "d'établir une base de suivi des différentes zones humides, de connaître l'effectif de la population avifaune nicheuse dans la région, sa phénologie, sa densité", a fait savoir le conservateur des forêts précisant que les indices de nidification sont déterminés par l'existence de nids, d'œufs, de poussins sur les sites. Ce recensement a permis de répertorier vingt-quatre (24) espèces avifaunes nicheuses avérées dont des espèces dominantes telles que le Flamant rose, la Gallinule (poule-d'eau), l'Echasse blanche, le Fuligule nyroca, le Tadorne casarca, l'Echasse blanche, la Marmaronette marbrée et la Foulque macroule, a-t-il noté.

Ce opération a ciblé l'ensemble des zones humides naturelles non classées (Dayet Oum Souid et Mahfoura dans la commune de Mansoura) et les zones humides artificielles (non classées) créés à la faveur d'un programme de traitement des eaux usées, de préservation de l'environnement et des ressources hydriques constituées essentiellement de stations de dépollution des eaux usées (STEP) de Kef Dokhen (exutoire de l'oued M'Zab) à El Ateuf, et celles de Berriane et de Guerara ainsi que les rejets de Metlili (El Gaada), de Zelfana (Gouifla), de Oued N'Chou et la zone des sciences dans la wilaya de Ghardaia, a souligné le responsable des forêts.

Ces zones humides disposent d'une biodiversité importante et abritent une variété d'espèces d'oiseaux migrateurs dont une partie inscrite sur la liste des oiseaux menacés, élaborée par l'Union Internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Ces sites aquatiques, notamment les sites artificiels sont devenus des habitats et un milieu de reproduction de la population avifaune, favorisé par le gardiennage et l'éloignement des zones urbaines.

Ils recèlent des potentialités susceptibles de promouvoir un tourisme écologique et de devenir également un véritable laboratoire à ciel ouvert pour les scientifiques et autres biologistes. Cette année 2023, les membres du réseau national des observateurs ornithologues algériens (RNOOA) ont relevé une légère baisse des oiseaux nicheurs.

ALGER/L'HÔTEL EL-MANAR À SIDI FREDJ

L'opération de rénovation sera lancée fin 2023

Saïdi Abdelhak Lalouani, a fait état de la préparation d'une étude pour le lancement de l'opération de rénovation de l'hôtel El-Manar à la fin de l'année en cours, à l'instar d'autres sites touristiques qui font actuellement l'objet d'un aménagement de grande envergure.

Dans une déclaration à l'APS, M. Saïdi a affirmé que la partie basse de l'hôtel El-Manar (l'espace de réception et plusieurs chambres et appartements avec aménagement des espaces attenants à l'hôtel) connaîtra, fin décembre 2023, le lancement d'une opération de rénovation de grande envergure, après la finalisation de la préparation de l'étude tracée à cet effet, soulignant que 2,5 Mds Da ont été alloués à cette opération.

Le même responsable a insisté sur la nécessité de préserver le caractère architectural authentique de l'hôtel, qui a été conçu par le célèbre architecte "Fernand Pouillon" dans les années 1970.

La modernisation et la réhabilitation du port de plaisance de Sidi Fredj et de ses structures sont également en cours, d'autant que ces espaces se démarquent par un caractère culturel et historique qui

doit être conservé, a-t-il dit.

M. Saïdi a précisé, à ce propos, que plus de 28 appartements jouxtant le port seront aménagés, outre la réalisation d'un musée historique et l'aménagement du restaurant "Korso", célèbre pour son architecture inspirée de l'ancienne cité de la Casbah.

M. Saïdi a affirmé, par ailleurs, qu'à l'occasion de la saison estivale 2023, un riche programme culturel, artistique et de loisirs est prévu à travers la signature d'un accord de coopération avec l'Office national de la culture et de l'information (ONCI), qui prendra en charge ces activités au niveau du théâtre de plein air "CASIF", rouvert récemment après sa rénovation.

Ces activités qui seront lancées fin juin et se poursuivront jusqu'au 30 septembre 2023, seront élargies aux espaces du port de plaisance au profit des enfants, et aux hôtels avoisinants dont les deux hôtels

du Port et d'El-Marsa.

Pour la promotion des prestations, le même responsable a indiqué que 63 stagiaires suivaient actuellement une formation de 5 jours au niveau de l'Ecole supérieure de l'hôtellerie et de la restauration d'Alger (ESHRA) à Ain Benian, en art culinaire et réception, estimant que la formation et le recyclage constitue un élément essentiel pour l'amélioration des prestations touristiques.

Il a, en outre, rappelé, la signature avec l'Ecole nationale d'administration (ENA) d'un accord de coopération pour la formation des gérants des établissements touristiques, ajoutant que le programme de formation se poursuivra et concernera les agents de sécurité et les gérants d'hôtels afin d'améliorer les prestations conformément aux normes internationales en vigueur.

LIGNES FERROVIAIRES

Reprise de l'exploitation de la ligne Béchar-Oran mi-septembre prochain

Le ministre des Transports, Youcef Cherfa a annoncé, jeudi à Alger, la reprise, mi-septembre prochain, de l'exploitation de la ligne ferroviaire Béchar-Oran.

Lors d'une plénière consacrée aux questions orales au Conseil de la nation, présidée par son vice-président, Hamoud Abdennacer, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar et des membres du Gouvernement, le ministre a indiqué que cette ligne, exploitée auparavant à raison de deux voyages par jour, a été suspendue en raison des vents de sable, un phénomène météorologique qui survient fréquemment dans la région Sud-Ouest du pays.

Répondant à la question du sénateur

Ghazi Djabri (tiers présidentiel) concernant la reprise de l'exploitation du train "Coradia" sur la ligne reliant Béchar à Oran, M. Cherfa a fait observer que les vents de sable ont causé des pannes au niveau des trains, contraignant la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) d'arrêter sa circulation.

En revanche, rassure le ministre, au vu du nombre considérable des wagons "Coradia" en maintenance, l'exploitation de cette ligne reprendra mi-septembre prochain dès l'achèvement de l'entretien et de la maintenance des wagons.

A la question du sénateur Fouad Sebouta du Front de libération nationale (FLN) relative aux mesures prises en vue d'améliorer le transport en commun et la situation des

bus en exploitation, M. Cherfa a estimé que "la nouvelle loi sur l'investissement permettra de mettre en place une industrie mécanique pour fabriquer localement les bus, ce qui contribuera au renouvellement du parc".

Dans ce contexte, il a fait état d'un nombre important d'investisseurs algériens et étrangers, prêts à se lancer dans la fabrication des bus, en plus des bus commercialisés par la Société Algérienne pour la Production de Poids Lourds qui a un contrat avec l'ETUSA.

Quant à l'actualisation du plan de circulation et l'élargissement du réseau routier, le ministre a annoncé la révision de trois plans dont celui d'Alger. D'autres wilayas seront concernées en 2024 dans le cadre du plan national d'aménagement

du territoire.

En réponse à la question du sénateur Mohamed Larbi Slimani (Front El Moustakbal), sur la possibilité d'ouvrir des lignes supplémentaires au niveau de l'aéroport de la wilaya de Menia et d'affecter un grand avion "Boing", M. Cherfa a souligné que son département ministériel œuvre avec la compagnie aérienne nationale "Air Algérie" au renforcement des vols domestiques et au développement du transport aérien à travers les différents aéroports du pays.

Le ministre a rappelé que les services d'Air Algérie sont sur le point d'acquiescer 25 aéronefs pour renforcer le pavillon national, ce qui contribuera, a-t-il dit, à l'augmentation des vols vers les régions sud du pays.

TOUGGOURT

Journée d'étude technique sur la culture du tournesol au profit des agriculteurs

La culture du tournesol a été au centre d'une journée technique de vulgarisation tenue, jeudi dans la wilaya de Tougourt, en direction des agriculteurs de la région, à l'initiative de l'Institut technique du développement de l'agronomie saharienne (ITDAS), station d'Aghafiane, (wilaya d'El-Meghaïer).

Animée au niveau d'une exploitation agricole d'expérimentation de cette culture, localisée dans la commune de Blidet Amar, cette journée a permis de vulgariser le développement de cette plante oléagineuse, son cycle technique et d'autres facteurs susceptibles d'assurer un développement quantitatif et qualitatif de cette production.

Intervenant à ce titre, la directrice de la Ferme de démonstration et de production de semences (FDPS) à l'Institut d'Aghafiane, Halima Khaled a indiqué

que cette culture pourrait offrir un rendement oscillant entre 20 et 35 quintaux (Qx) de graines par hectare.

Elle a souligné que les expériences de développement de cette plante oléagineuse menées par la station au niveau d'une surface globale de 15 hectares (ha) répartis sur certaines exploitations agricoles des wilayas de Tougourt, El-Meghaïer et El-Oued ont donné des résultats "encourageants".

Et d'ajouter: "ces expériences confirment davantage que les régions sahariennes constituent, de par leurs conditions climatiques un environnement propice à la culture du tournesol et ouvrent de larges perspectives pour l'extension de cette filière et l'investissement dans cette culture".

Par souci de développer cette culture et encourager les agriculteurs à y adhérer, une batterie de mesures inci-

tatives a été prise par l'Etat en direction des promoteurs désirant étendre ce segment culturel.

Les mesures consistent à assurer l'encadrement, l'accompagnement technique, le soutien accordé par l'Etat estimé à 3.000 DA/quintal produit de graines, en plus de l'accompagnement de l'opération de commercialisation du produit et l'orientation vers l'industrie agro-alimentaire.

Cette journée sur la culture et le processus de valorisation du tournesol s'inscrit au titre des journées techniques sur le développement des cultures stratégiques, notamment les plantes oléagineuses, en prévision du programme arrêté par le ministère de l'Agriculture et du développement rural portant réalisation de l'autosuffisance en huile de table et la réduction de la facture d'importation.

PIB RUSSE

Pourquoi les prévisionnistes se sont-ils trompés sur leurs estimations pour 2022

Suite et fin

Pourquoi les prévisionnistes se sont-ils trompés sur leurs estimations du PIB de la Russie pour 2022. Et pourquoi ils pourraient encore se tromper pour 2023...

Par Jacques Sapir

Le premier est l'importance de la tâche nécessaire pour truquer un système statistique complet, tout en gardant une cohérence entre les différentes données pour ne pas se faire prendre. Il est certes facile de sortir de son chapeau des chiffres plus intéressants que ceux qui résultent de la réalité. Cependant, cela expose celui qui le fait à être détecté en raison des incohérences entre ces chiffres et le reste des données. Une astuce, pour être efficace, implique que la cohérence des chiffres soit maintenue pour l'ensemble du système statistique ou cela devient une évidence. Si cela aurait pu être fait en quelques mois, ou même un an, est extrêmement douteux. Notons par ailleurs qu'il aurait fallu établir une cohérence entre les dernières données « vraies » et les données manipulées pour que la manipulation ne soit pas immédiatement visible. Cela aurait également demandé un travail considérable. Certes, le gouvernement russe ne publie plus certaines données statistiques, essentiellement sur les données du commerce extérieur et sa répartition par pays, qu'ils soient clients ou fournisseurs. Mais la plupart des données économiques, sociales et humaines sont cependant toujours là. La question de la cohérence se poserait donc inévitablement si, à partir d'une date donnée, les chiffres avaient été manipulés.

La seconde est que les données du FSGS ne sont pas principalement destinées au monde extérieur mais principalement aux administrations et entreprises privées et publiques de Russie, point soulevé par le professeur Janis Kluge. Pour ne pas compromettre le bon fonctionnement de l'appareil d'Etat et des principales entreprises, il aurait fallu, parallèlement à l'établissement d'un ensemble de statistiques truquées mais cohérentes, produire des statistiques

« véridiques » et les tenir secret. Or, compte tenu de la nécessaire diffusion à plusieurs milliers de fonctionnaires et opérateurs économiques de ces statistiques « secrètes », certaines d'entre elles auraient forcément dû fuir. Ces deux problèmes rendent douteuse la thèse d'un trucage systématique des données russes. Il faut ajouter que les statisticiens du Fonds Monétaire International continuent de faire confiance aux statistiques fournies par l'EFSG et que leurs propres estimations convergent assez régulièrement avec celles de l'EFSG.

Les prévisionnistes répéteront-ils leurs erreurs pour 2023 ?

Des prévisions économiques ont été faites pour 2023. Dans un article publié d'ici décembre 2022, un analyste de Carnegie prévoyait trois à cinq ans de récession pour la Russie. Mais il n'y a pas de faits concrets pour étayer cette analyse. Le FMI prévoit une croissance modeste de 0,7%. L'IIPE-ASR maintenait fin mars dans son bulletin trimestriel n°57 une prévision de -0,7%. Le ministère du Développement économique avait revu sa prévision à 1,2 % (plus que le FMI), et la Banque centrale prévoit environ 1,0 %.

D'autre part, un universitaire russe, Oleg Bakun, a estimé que les données provisoires du FSGS étaient trop conservatrices et a donné des estimations pour 2023 à plus de 3,0 %. La dispersion des estimations pour 2023 est alors assez ouverte. Néanmoins, il est tout à fait clair que l'économie russe devrait croître cette année.

L'économie de la Russie est probablement maintenant plus une économie contrainte par l'offre, comme dans la plupart des économies de guerre, que par la demande. Le fait que les pressions inflationnistes s'intensifient actuellement en raison de l'expansion de l'activité de consommation et d'investissement parallèlement à la forte demande dans le secteur public en est un bon indicateur. C'est

un fait important à garder à l'esprit qui implique que la croissance sera beaucoup plus déterminée par des facteurs matériels, comme la main-d'œuvre, que par des facteurs macroéconomiques traditionnels. Nous savons que le niveau d'emploi est maintenant plus élevé qu'il ne l'était en 2022 et tend à s'accélérer avec le temps. C'est une indication importante de la santé de l'économie russe.

Si l'on compare les chiffres des dix derniers mois de 2021 avec ceux de 2022, c'est-à-dire la période de mars à décembre où les sanctions sont entrées en vigueur, on constate que l'emploi mensuel moyen a augmenté de 0,2 % en 2022. Mais si l'on compare les sept mois d'août 2021 à février 2022, période de forte croissance précédant immédiatement l'application des nouvelles sanctions induites par la guerre en Ukraine à la période équivalente à 2022-2023, la hausse de l'emploi mensuel de 0,4 %. Enfin, si on prend les quatre derniers mois avant les sanctions et qu'on les compare aux quatre mois équivalents de 2022-2023, la hausse de l'emploi mensuel atteint désormais 0,8 %. C'est une preuve que la Russie a augmenté le volume de travail pour compenser la baisse de la productivité du travail. On peut considérer que cette augmentation s'est poursuivie même lorsque la baisse de la productivité du travail a faibli au premier trimestre de 2023.

La baisse de la productivité du travail a été de -2,8 % à -3,8 % en juin 2022 et de -1,8 pour le premier trimestre 2023, ce qui est une indication précieuse. La productivité du travail s'est progressivement redressée après les sanctions et le choc de la désorganisation.

Ensuite, nous devons d'abord faire des hypothèses sur l'évolution de la main-d'œuvre occupée. En 2022, la population active a augmenté de 0,26 million de personnes auxquelles il faut ajouter les 0,9 million de personnes perdues à cause de l'émigration et de la mobilisation. Sur la base des résultats de 2022, on peut supposer que l'aug-

mentation de la population active serait comprise entre 1,24 et 0,74 million de personnes. Le gain de productivité du travail par rapport à 2022 peut être estimé entre 0,5% et 1,0%, une valeur prudente qui laisserait la productivité du travail encore en dessous de sa valeur de janvier-février 2022.

Cela nous permettra de faire des prévisions de PIB selon différentes hypothèses, à savoir haut/bas pour la population active et haut/bas pour les gains de productivité en 2023.

La croissance du PIB en 2023 pourrait alors se situer entre 1,5% et 2,7% selon les hypothèses. Notez ici que la prévision basse/basse est plus ou moins conforme aux prévisions faites par le ministère du Développement économique de la Russie. La prévision haute/haute est proche quant à elle des prévisions les plus optimistes faites par certains chercheurs russes.

Au final, il est fort probable que certains prévisionnistes, et notamment les prévisionnistes occidentaux, répètent en 2023 les erreurs qu'ils ont commises en 2022.

Les prévisionnistes ont commis de graves erreurs sur l'économie russe en 2022 et en commettent probablement d'autres pour 2023. Certaines de ces erreurs étaient inévitables pour des raisons profondément ancrées dans les méthodes de modélisation économétrique. D'autres erreurs étaient dues à une mauvaise connaissance de l'économie russe et à une mauvaise observation des processus internes de cette économie. D'autres, enfin, semblent avoir été provoqués par des biais idéologiques majeurs qui ont contaminé le travail des prévisionnistes.

Les changements que l'économie russe a subis et continuent de subir soulèvent la question de savoir si les modèles d'économies contraintes par l'offre plutôt que par la demande ne seraient pas plus pertinents, du moins tant que les hostilités en Ukraine se poursuivront.

source : Les crises.fr

THE NEW CAPITAL »

Comment l'Égypte veut transformer son désert en cité premium

Un Dubaï africain ? La nouvelle capitale administrative du Caire, en cours de construction depuis 2015 dans le désert égyptien, prend forme peu à peu. Pensé en cité ultra-moderne abritant notamment le plus haut gratte-ciel d'Afrique, le projet pharaonique qui implique aussi bien des compagnies étrangères qu'égyptiennes est développé sous le contrôle des autorités, mais aussi l'œil de ses destructeurs.

Des camions transportant du matériel à longueur de journées, des ouvriers munis d'une casquette ou d'un keffiyeh noué autour de la tête se protégeant du soleil brulant, des maçons à pied d'œuvre pour monter des immeubles... Dans le désert égyptien à environ 45 km à l'est du Caire, une ville sort progressivement du sable : la nouvelle capitale administrative, étendue sur 720 km². Les chantiers sont encore nombreux, mais les bâtiments achevés et mis en service sont sensés donner un avant-goût de ce que sera cette cité voulue d'un genre nouveau. « Les étrangers sont agréablement surpris quand ils découvrent ce qui se passe ici. Cela nous rend fiers d'une certaine manière. Si tout se passe bien, les populations pourront venir habiter ici dans un ou deux ans », confie Mahmoud, un guide touristique égyptien à la tête d'une entreprise de conciergerie. En ce samedi de juin, il est à la nouvelle capitale pour accompagner ses hôtes qui y séjournent pour des réunions d'affaires. Le jeune quadragénaire augure un avenir prometteur pour ses activités dans cette ville si elle est achevée.

En travaux depuis sept ans

Dans les tiroirs de l'administration depuis plusieurs années, ce mégaprojet urbain de nouvelle capitale au cœur du désert est finalement lancé en 2016, soit deux ans après l'accession au pouvoir du président Abdel Fattah al-Sissi. Alors que le locataire du Palais d'el-Orouba l'annonce à la conférence de Sharm-el-Sheikh un an avant le début des travaux, il prévoit le déménagement du palais présidentiel, du siège du gouvernement, du Parlement et des ministères pour l'été 2019. Cependant, le chantier prendra beaucoup plus de temps que prévu. Si le président égyptien avait voulu une réalisation rapide en cinq ans, le ministre de l'Investissement a annoncé plus tard que les travaux devraient durer 12 ans. Ils sont donc actuellement à la septième année. En cause : les différentes perturbations économiques mondiales de ces dernières années ; les diverses déconvenues liées à ce type de projets, mais aussi la mobilisation des 58 milliards de dollars de financements qui seraient apportés par environ 600 investisseurs dont une centaine du monde arabe.

VENTES DE GNL À LONG TERME

Le Qatar est-il en train de modifier sa politique commerciale?

Le contrat d'achat/vente de GNL que le Qatar vient de signer avec le Bangladesh n'est pas passé inaperçu dans le secteur mondial du GNL, car il marque un assouplissement — au moins temporaire — de sa politique habituelle de commercialisation du gaz liquéfié.

Synthèse R I/AGENCE

Dans le détail, Qatar Energy s'est engagé à livrer au moins 1,5 Mt/an de GNL à Petrobangla pendant une durée de quinze ans à partir de janvier 2026. Selon le CEO de Qatar Energy, Saad Sherida Al-Kaabi, les volumes effectivement livrés pourraient atteindre 1,8 Mt/an. Ils émaneront des projets North Field East et North Field South (NFE/NFS), en cours de développement. Ces deux gisements doivent permettre au Qatar d'augmenter fortement ses capacités de production de GNL pour atteindre 110 Mt/an en 2025 puis 126 Mt/an à l'horizon 2027, contre 77 Mt/an actuellement. Au total, six nouveaux trains de liquéfaction seront construits. Le contrat signé avec le Bangladesh est abondamment commenté pour deux raisons. D'une part, parce que peu de contrats ont jusqu'à présent été signés pour commercialiser la production à venir de NFE et de NFS. Seulement 6 Mt/an ont été contractés, dont 4 Mt/an avec Sinopec (contrat de 27 ans) et 2 Mt/an avec ConocoPhillips (sur quinze ans, pour approvisionner l'Allemagne). D'autre part, le Qatar est considéré depuis

quelque temps comme un producteur de GNL « rigide » sur les modalités contractuelles et certains pensent donc déceler une inflexion durable de sa politique dans ce domaine, notamment pour concurrencer le GNL US. Sur ce second point, il n'est pas du tout certain que Doha soit réellement en train de chambouler sa stratégie.

Certes, Petrobangla a obtenu des conditions favorables : un prix de vente indexé à seulement 12,6 % sur le pétrole (Brent) + une somme fixe de \$0,5/MBtu. C'est effectivement un prix « intéressant » par rapport aux contrats signés l'an dernier avec Sinopec et ConocoPhillips. Pour autant, le Qatar a peut-être tout simplement choisi de réajuster ses prix pour s'adapter à la détente observée sur les marchés gaziers internationaux (marché spot). La tension est largement retombée depuis l'an dernier, mais rien ne dit que cette embellie sera durable. En cas de nette remontée des prix (spot), Doha pourrait très bien ajuster à nouveau à la hausse ses prétentions sur les contrats de long terme. Même constat s'agissant de la durée : certes, un accord sur quinze ans est considéré comme avantageux pour le client, surtout quand le Qatar en est à l'origine. Mais là encore, il est un peu tôt pour parler d'une révolution stratégique

de Doha. Le contrat qu'il a signé en novembre dernier avec ConocoPhillips prévoit lui aussi des livraisons pendant quinze ans.

Et plus largement, comme le souligne Anne Sophie Corbeau, Global Research Scholar au Center on Global Energy Policy (CGEP), la durée moyenne pour les contrats de long terme signés par le Qatar est précisément de... quinze ans — historiquement, en comptant tous les contrats signés jusqu'à présent. Ces rappels incitent donc à nuancer — voire à infirmer — la thèse d'un basculement de Doha vers une politique plus souple comparable à celle des producteurs US de GNL. En réalité, l'image de Qatar Energy a sûrement été biaisée depuis novembre dernier en raison du contrat sur 27 ans signé avec les Chinois. Le marché en avait déduit que la nouvelle norme pour le GNL du Qatar serait de 25 ans et qu'il ne voudrait en aucun cas descendre en dessous de vingt ans. Là encore, Doha cherche peut-être à montrer qu'il sait s'adapter non seulement à la période (moins tendue sur le marché gazier), mais également à son client et au marché : malgré de gros progrès, le Bangladesh reste(ra) un pays particulièrement pauvre.

ALIMENTATION ANIMALE EN TUNISIE

Les raisons de la hausse «forcée» des prix

A quelques jours de l'Aïd El Idha, l'envolée des prix des moutons règne sur la totalité des marchés de bétail du pays. Cette hausse, estimée à 20% pour cette année, est due essentiellement au coût élevé de l'alimentation du bétail, à la sécheresse..., mais aussi à la hausse des prix mondiaux des matières premières nécessaires à l'élevage.

Aujourd'hui, tout le monde est conscient que l'élevage coûte énormément cher, surtout qu'on a passé deux années difficiles en raison de la crise sanitaire liée à la pandémie du Covid-19. Un contexte national qui ne fait pas exception à la règle puisque chaque année, à l'approche de l'Aïd El Idha, tout le monde s'accorde à dire que la fête du sacrifice sera plus coûteuse cette année à cause de la hausse des prix de l'alimentation des ovins, qui s'est répercutée sur le prix du mouton.

En Tunisie, trois grands groupes industriels (Poulina, Alco-Rose Blanche Group- et Alfa) se sont imposés comme leaders de

l'approvisionnement en matières premières, à savoir le maïs et le tourteau de soja. Mais ces entreprises elles-mêmes se procurent le tourteau de soja auprès de la société « Carthage Grains », qui en est le seul fournisseur local.

Face à cette situation, l'entreprise en question se trouve sur le banc des accusés, étant donné que, selon des informations qui circulent sur la Toile, il s'agit de la seule société qui se charge de l'importation des matières premières pour ces aliments (soja et maïs), qui fixe les prix ainsi que la qualité comme elle veut et qui détient, à cet effet, le monopole de ce marché. Elle est donc à l'origine de l'augmentation excessive du coût de production et du manque enregistré en matière d'aliments composés pour bétail.

Contactée par La Presse pour commenter cette affaire et éclairer l'opinion publique, une source fiable au sein de « Carthage Grains » nous a précisé qu'il existe une confusion pour ce qui est du rôle de la so-

ciété dans ce secteur et que, depuis sa création en 2008, elle suit la politique de l'État dans ce domaine.

«Spécialisée dans la transformation locale des graines oléagineuses en huiles et protéines végétales, « Carthage Grains » assure, depuis sa création, une production sans arrêt pour couvrir les besoins du pays afin de répondre à ses besoins alimentaires », nous a-t-on confié.

Afin d'expliquer davantage les détails de cette affaire, notre source a indiqué que le réseau de distribution actuel n'a pas été créé par « Carthage Grains ». Revenons dans le temps. Jusqu'en 1996, c'était l'Office des céréales qui était officiellement et exclusivement chargé de l'importation et de la distribution du maïs et du tourteau de soja sur le marché tunisien.

Mais après cette date, l'Office s'est retiré et s'est désengagé de cette activité et on a mis au point un cahier des charges pour régir les importations de maïs et du tourteau de soja.

LIBYE

Réunion du Conseil suprême de l'énergie autour de l'augmentation de la production d'or noir

Depuis juillet 2022, la production de brut de la Libye a retrouvé un certain dynamisme malgré un contexte politique tendu. Une tendance en lien avec la volonté des autorités d'accroître les revenus liés à l'exploitation pétrolière.

En Libye, le Premier ministre Abdul Hamid Dbeibah et le Comité de suivi de l'exécution du budget extraordinaire de la National Oil Corporation (NOC) se sont réunis mardi 13

juin dans le cadre du Conseil suprême de l'énergie (SCE). La réunion avait entre autres pour objectif de mener des échanges et des concertations concernant le plan d'augmentation du plateau de la production pétrolière. Ceci en accord avec les ambitions gouvernementales pour l'industrie pétrolière locale.

À cet effet, le Premier ministre s'est félicité des efforts déployés ces derniers mois pour « relancer les projets en souffrance

grâce aux compétences locales ». Ces travaux de réhabilitation ont notamment favorisé la remise en service des complexes de Mellitah, de Ras Lanuf et, plus récemment, de l'usine de traitement de gaz de Jikharrha, longtemps restée hors service.

La rencontre a surtout mis en exergue l'importance pour les parties prenantes de consolider leur collaboration en vue de participer efficacement à la concrétisation des objectifs

énergétiques de l'État. Leur atteinte est intimement liée à l'amélioration de la transparence des processus et procédures opérationnels relatifs aux activités pétrolières et gazières. La réunion a également ainsi mis en évidence la nécessité de mettre en œuvre un audit des opérations financières de la compagnie publique du pétrole, au cours de ces dernières années. Un bureau d'audit international devrait être désigné à cet effet.

GHANA/FMI

L'économie ghanéenne montre des signes de stabilisation

L'institution financière multilatérale a approuvé, en mai dernier, un programme d'aide de 3 milliards de dollars en faveur du Ghana, en vue d'accompagner les réformes visant à rétablir la stabilité macroéconomique et à restaurer la viabilité de la dette du pays.

Le Fonds monétaire international (FMI) a estimé, dans un communiqué publié jeudi 15 juin, que l'économie ghanéenne montrait des « signes de stabilisation », avec un ralentissement de l'inflation, une augmentation des réserves de change et une diminution de la volatilité du taux de change.

« Dans un contexte économique mondial complexe, l'économie ghanéenne montre des signes de stabilisation, avec un ralentissement de l'inflation, une augmentation des réserves de change et un taux de change moins volatil », a déclaré Stéphane Roudet, le chef d'une mission d'experts du FMI qui a séjourné à Accra entre le 8 et le 15 juin derniers pour examiner l'évolution de la situation économique dans le pays et les réformes engagées dans le cadre du programme d'aide approuvé récemment par le fonds.

« Lors de l'examen de l'état d'avancement des opérations de restructuration de la

dette, nous avons réaffirmé qu'il était essentiel de conclure des accords avec les créanciers pour obtenir les avantages escomptés du programme soutenu par le FMI », a-t-il ajouté.

Le FMI avait annoncé, le 17 mai dernier, l'approbation d'un programme d'aide de 3 milliards de dollars en faveur du Ghana, avec un premier décaissement immédiat d'environ 600 millions de dollars, tout en indiquant que ce plan de sauvetage vise à accompagner des réformes portant sur le rétablissement de la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette.

Il a également salué l'engagement du comité des créanciers du Ghana, coprésidé par la France et la Chine, à entamer des négociations avec Accra, sur une restructuration de sa dette.

Dans une analyse de la viabilité de la dette du pays publiée le 18 mai, l'institution financière multilatérale avait indiqué que ce pays d'Afrique de l'Ouest vise un allègement du service de la dette exté-

rieure de 10,5 milliards de dollars durant la période 2023-2026.

Accra avait suspendu, en décembre dernier, le remboursement de la majeure partie de sa dette extérieure, qui siphonnait environ 70% des recettes publiques.

Le pays espère signer un accord sur la restructuration de sa dette extérieure avec ses créanciers officiels d'ici juillet 2023 et un autre accord distinct « à peu près en même temps » avec ses créanciers privés, selon le ministère des Finances.

Aux prises avec une grave crise économique consécutive au ralentissement provoqué par la pandémie du coronavirus et les retombées de la guerre en Ukraine, le Ghana avait demandé en janvier 2023 la restructuration de la dette extérieure au titre du cadre commun du G20.

RDC

Ivanhoe Mines s'associe à Bill Gates et l'UE pour réduire l'énergie utilisée dans les mines

Ivanhoe Mines qui exploite la mine de cuivre Kamoakakula en RDC, va s'associer à une société cofondée par un fonds financé par l'UE et Bill Gates afin d'améliorer le processus de production minière. La compagnie peut espérer à terme réduire son empreinte carbone et augmenter ses revenus.

La compagnie minière Ivanhoe Mines active à la mine de cuivre Kamoakakula en RDC, a annoncé le 15 juin un investissement de 76 millions de dollars dans la société américaine I-Pulse, maison mère d'I-ROX.

Cofondée en novembre dernier par un fonds d'investissement financé par l'Union européenne et le milliardaire Bill Gates, I-ROX développe une technologie permettant de réduire l'énergie utilisée pour concasser et broyer le minerai dans les mines.

« L'énergie pulsée est une technologie qui libère l'équivalent de la puissance d'une centrale nucléaire en un milliardième de seconde. Cette technologie a déjà trouvé des applications commerciales dans le formage et le soudage des métaux à grande vitesse, ainsi que dans l'exploration minière », indique le communiqué.

Avec cet investissement dans I-Pulse, Ivanhoe pourra collaborer avec I-ROX afin d'accroître les revenus générés par sa mine de cuivre Kamoakakula. Pour atteindre cet objectif, la compagnie minière canadienne enverra des échantillons de minerai de cuivre et de résidus provenant du complexe cuprifère congolais au siège d'I-Pulse à Toulouse, en France.

Dans le sud-ouest de l'Hexagone, des tests seront menés afin d'augmenter les taux de récupération du cuivre via deux méthodes. La première consiste à améliorer le processus de broyage et de flottation pour récupérer davantage de métal rouge, alors que la deuxième devrait permettre de récupérer du cuivre supplémentaire à partir des résidus miniers. Outre le gain financier résultant d'un processus moins énergivore, Ivanhoe pourrait produire davantage de cuivre à Kamoakakula et accroître ainsi ses revenus.

AFRIQUE DE L'OUEST

Les ventes de systèmes solaires domestiques ont progressé de 109% au 2e semestre 2022

Alors que près de 600 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'électricité en Afrique subsaharienne, les kits solaires hors réseau ont le vent en poupe dans la région. D'autant plus qu'ils sont de plus en plus accompagnés par des modèles de paiement innovants comme le Pay as you go.

L'Afrique de l'Est a capté environ 50% des ventes des kits solaires hors réseau recensés dans le monde durant le deuxième semestre 2022, selon un rapport publié en mai dernier par GOGLA, une organisation industrielle qui regroupe plus de 200 fabricants de systèmes solaires autonomes.

Intitulé « Global Off-Grid Solar Market Report Semi-

Annual Sales and Impact Data : July - December 2022 », le rapport précise que près de 2,6 millions de ces systèmes qui transforment la lumière du soleil en électricité sans un raccordement à un réseau centralisé ont été écoulés dans la région entre juillet et décembre 2022. Ce volume de ventes record représente une hausse de 15% par rapport au premier semestre de la même année.

En Afrique de l'Est, les ventes au comptant ont augmenté de 15% par rapport au premier semestre 2022, alors que les ventes via le modèle de paiement Pay as you go (le client paie le kit solaire en plusieurs fois ou paie pour l'utilisation du produit fourni par une société de services énergétiques) ont enre-

gistré une hausse de 14%. Les ventes des systèmes solaires domestiques (SSD) dans les pays de la région ont enregistré une hausse de 30% par rapport aux six premiers mois de 2022. La croissance des ventes a été plus modérée pour les systèmes d'éclairage multiples (+10%) et les lanternes solaires (+10%).

Le Nigeria concentre 78% des ventes en Afrique de l'Ouest

En Afrique de l'Ouest, les ventes des systèmes solaires off-grid réalisées entre juillet et décembre 2022 ont enregistré une hausse de 46% comparativement au premier semestre de la même année, pour s'établir à 928 000 unités. Dans cette région, les

ventes au comptant ont augmenté de 14% par rapport aux six premiers mois de 2022, atteignant 260 220 unités. Le segment Pay as you go est aussi resté sur une trajectoire de croissance robuste, augmentant de 65% au cours de la même période pour atteindre 668 000 unités vendues.

Par catégorie de produits, les ventes ont pris des trajectoires contradictoires en Afrique de l'Ouest. Les ventes des lanternes solaires ont effet reculé de 4% alors que celles des systèmes solaires domestiques et des systèmes d'éclairage multiples ont connu des augmentations de 109% et de 9% respectivement.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Les envois de fonds des migrants ont augmenté de 6,1% en 2022, à 53 milliards \$

La hausse des transferts des migrants à destination des pays à revenu faible et intermédiaire durant l'année écoulée s'explique notamment par le niveau élevé des cours du pétrole dans les pays du Golfe et la robustesse du marché du travail aux Etats-Unis et dans les économies avancées.

Les envois de fonds des migrants vers les pays d'Afrique subsaharienne ont augmenté de 6,1% en 2022 pour s'établir à 53 milliards de dollars, selon un rapport publié mardi 13 juin par la Banque mondiale.

Cette hausse s'explique en grande partie par le fort accroissement des transferts de la diaspora vers le Ghana (+12%), le Kenya (+8,5%), la Tanzanie (+25%), le Rwanda

(+21%) et l'Ouganda (+17%).

Les flux à destination du Nigeria, qui constituent environ 38% du total des montants envoyés par les travailleurs migrants vers la région, ont augmenté de 3,3% pour atteindre 20,1 milliards de dollars.

Le coût moyen d'un transfert de 200 dollars vers la région était de 8%, en moyenne, au quatrième trimestre de 2022 contre 7,8% un an auparavant, soit près du triple de la cible de 3% fixée par les Objectifs de développement durable (ODD). Selon les projections pour 2023, l'augmentation des remises migratoires vers l'Afrique subsaharienne ne devrait pas dépasser 1,3%. La faible croissance prévue de ces envois de fonds reflète le ralentissement attendu de la croissance

économique dans les principaux pays développés où sont installés la majorité des expéditeurs de fonds. A l'échelle de l'ensemble des pays à revenu faible et intermédiaire dans le monde, le rapport fait état d'une augmentation de 8% des envois de fonds des migrants durant l'année écoulée, à 647 milliards de dollars. En 2022, ces envois de fonds ont bénéficié du niveau élevé des cours du pétrole dans les pays membres du Conseil de coopération du Golfe, des importants transferts de fonds de la Fédération de Russie à des pays d'Asie centrale, et de la robustesse du marché du travail aux Etats-Unis et dans les économies avancées où travaillent les migrants. Au niveau des régions de destination, les remises migratoires ont

augmenté de 0,7% en Asie de l'Est et Pacifique, de 19% en Europe et Asie centrale, de 11,3% en Amérique latine-Caraïbes, de 12,2% en Asie du Sud et de 6,1% en Afrique subsaharienne. Elles ont diminué de 3,8% dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Pour 2023, la Banque mondiale prévoit une augmentation de 1,4% des remises migratoires à destination des pays à revenu faible et intermédiaire, à 656 milliards de dollars en 2023, dans la perspective probable d'un ralentissement de l'activité économique dans les pays d'origine de ces fonds qui limitera les possibilités d'emploi et de progression salariale chez les travailleurs migrants.

SELON LES CHIFFRES DÉVOILÉS PAR EUROSTAT

La pauvreté stagne dans l'UE

Plus d'un Européen sur cinq est menacé de pauvreté ou d'exclusion sociale, selon Eurostat. Le constat n'est pas brillant. Plus d'une personne sur cinq en Europe est menacée de pauvreté ou d'exclusion sociale. Selon les chiffres dévoilés par Eurostat, l'organisme statistique de la Commission européenne, ils étaient 95,3 millions en fin d'année dernière à vivre avec moins de 60 % du revenu médian de leur pays, dans un foyer très éloigné de l'emploi ou dans une grave précarité matérielle : incapables par exemple de se loger, d'avoir une connexion Internet, de posséder deux paires de chaussures...

Le plus inquiétant est que cet indicateur européen de la pauvreté stagne, en pourcentage comme en valeur absolue. Après avoir fortement augmenté dans la foulée de la crise financière de 2008 et atteint un pic en 2012, il avait connu une décrue sensible jusqu'en 2019. La crise du Covid, puis la guerre en Ukraine et son cortège de conséquences économiques mortifères (inflation, hausse des taux...) ont eu raison de ces progrès. Depuis deux ans, rien ne bouge. « Cette stabilité est plutôt une bonne nouvelle, car le Covid aurait pu faire exploser les situations de précarité, relative de la sociologue Julien Damon, spécialiste des questions sociales. Cela signifie que les filets de sécurité mis en place dans l'Union ont bien fonctionné. » Il va néanmoins falloir mettre les bouchées doubles pour atteindre l'objectif ambitieux que l'UE s'est assignée à l'horizon 2030. Il y a un an, la Commission a en effet annoncé son intention de faire baisser de 15 millions (dont 5 millions d'enfants) le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale, par rapport au point bas de 2019. Mais le bloc n'en prend pas la direction. Et l'histoire ne plaide pas en faveur de la crédibilité de Bruxelles. « Nous avons déjà raté les objectifs de 2010, puis ceux de 2020 », souligne Julien Damon. Le dernier échec en date est cuisant. L'UE ambitionnait de libérer de la menace de la pauvreté 20 millions de ses citoyens par rapport à la situation de 2008. Finalement, elle n'a même pas fait la moitié du chemin.

Une menace pour les femmes Pour certains observateurs, l'indicateur de la Commission est trop large et trop relatif aux situations nationales pour être vraiment pertinent. S'il n'est pas surprenant que les pays les plus touchés par le risque de pauvreté soient la Roumanie (34 % de la population) et la Bulgarie (32 %), il est plus difficile d'expliquer que la Pologne (16 %) s'en sorte mieux sur le front de la précarité que la France (21 %) ou l'Espagne (26 %). A l'échelle des Vingt-Sept, les chiffres d'Eurostat permettent néanmoins de

faire des constats clairs. Comme celui que les femmes sont largement plus menacées par la pauvreté que les hommes (respectivement à 23 % contre 20 %) – et ce, beaucoup plus fortement dans les pays baltes (6 points de différence) qu'au Danemark et en Slovaquie (1 point de différence). En ce qui concerne la France, deux spécificités sont notables. D'abord, le fait que la pauvreté progresse de manière régulière depuis plusieurs années – à rebours de l'évolution collective et malgré les efforts du gouvernement en la matière. Ensuite – contrairement aux pays baltes, où la pauvreté va clairement de pair avec la vieillesse –, les situations de précarité dans l'Hexagone se concentrent sur les plus jeunes. 27 % des Français de moins de 18 ans sont concernés (25 % dans l'UE), contre seulement 15 % des plus de 65 ans (20 % dans l'UE). « C'est une préférence marquée du système social français, analyse Julien Damon. Notre système de retraite demeure un outil de lutte contre la pauvreté très efficace. »

Agence

RPT-UE

La France vise un accord de base pour réformer le marché de l'électricité

La France espère voir le Conseil des ministres européens de l'énergie adopter lundi une orientation générale sur la réforme des marchés de l'électricité et compte s'appuyer sur une récente déclaration de la Commission pour défendre le nucléaire, a fait savoir le cabinet de la ministre de la Transition énergétique. L'Union européenne veut finaliser cette année une réforme de son marché de l'électricité pour le rendre plus résilient face aux flambées des prix comme celles qui ont suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie l'année dernière. "Il y a un souhait partagé d'adopter une orientation générale lors du conseil du 19 juin", a déclaré à des journalistes une source au cabinet de la minis-

tre de la Transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher, deux jours avant la réunion des ministres européens de l'énergie. "Il y a un accord général sur les grands paramètres, mais on va encore discuter dans les prochains jours et lundi, et j'espère trouver un accord sur des points un peu techniques", a ajouté cette source. Le cabinet de la ministre a précisé que le recours au système de corridor de prix dit de "contrat pour différence" (CFD), ainsi qu'à des contrats d'achat d'électricité de long terme (PPA), faisait l'objet d'un accord général pour pouvoir pour lutter contre la volatilité des prix, les faire baisser pour les consommateurs et donner de la visibilité aux industriels

pour qu'ils puissent investir. Des discussions ont toutefois encore lieu sur le caractère obligatoire ou non des CFD, leur application pour des actifs existants, la mise en œuvre de nouvelles unités de production en cas de crise énergétique ou encore sur les mécanismes de capacité, a-t-on précisé de même source. Ces déclarations interviennent au lendemain d'un accord entre les ambassadeurs de l'UE au sujet d'une directive sur les énergies renouvelables, après qu'une déclaration de la Commission a accepté de traiter spécifiquement certaines usines d'ammoniac dans les objectifs en matière de renouvelables. Cette déclaration met fin à une impasse sur l'adoption de la loi

après que la France et d'autres États ont retardé son approbation pendant des semaines pour demander des exceptions pour les combustibles non renouvelables tels que le nucléaire. "Sur le nucléaire, il y a une reconnaissance extrêmement forte de sa contribution à la décarbonation, ce qui sera opposable à la Commission dans toutes les prochaines propositions et dans toutes les négociations. Politiquement, c'est absolument majeur pour la suite des discussions européennes", a-t-on dit au cabinet d'Agnès Pannier-Runacher. L'accord conclu vendredi "acte la reconnaissance du nucléaire dans l'atteinte de nos objectifs de décarbonation", a déclaré le ministre. "La France a été entendue."

ROYAUME-UNI

Face à la sécheresse, des restrictions d'eau imposées au sud du pays

Avant même le début de l'été, les restrictions d'eau sont déjà là outre-Manche. Dans le Kent et le Sussex (sud-est), les clients du distributeur local d'eau South East Water ne pourront plus arroser leur jardin à partir du lundi 26 juin, nettoyer leur voiture ou encore remplir leur piscine, sous peine de se voir infliger une amende allant jusqu'à 1.000 livres. Ces derniers jours, la demande d'eau s'est envolée au Royaume-Uni en raison des fortes vagues de chaleur, privant même certaines localités d'eau, contraignant des écoles à fermer certaines classes. « Nous avons vu la demande des clients augmenter en raison des températures plus chaudes, mais cela a eu des répercussions sur notre capacité à assurer l'approvisionnement de tous les clients », a alerté David Hinton, directeur du distributeur local dans un communiqué. « Nous n'avons malheureusement pas d'autre choix que d'introduire cette interdiction temporaire ». L'été dernier avait déjà été marqué par des tempé-

tures caniculaires en Grande-Bretagne et des restrictions d'eau avaient été décrétées un peu partout dans le pays en raison d'une longue sécheresse. « Cette situation s'est développée beaucoup plus rapidement que l'année dernière », a averti David Hinton alors qu'il faut s'attendre à d'autres restrictions dans le reste du pays. Le Royaume-Uni connaît actuellement des températures élevées, jusqu'à plus de 32 degrés relevés samedi dernier au sud de Londres, et des épisodes pluvieux très rares. L'agence écossaise de protection de l'environnement s'attend à de graves pénuries d'eau d'ici la fin du mois de juin, malgré le retour annoncé de la pluie dans les prochains jours. « Nos rivières et nos lacs sont soumis à d'énormes pressions et il est clair que des mesures supplémentaires seront nécessaires pour les protéger », a déploré un responsable de l'agence Nathan Critchlow-Watton. Le phénomène ne frappe pas que les îles britanniques. A l'échelle mondiale, les températures moyennes rele-

CARBURANTS DURABLES

Les compagnies aériennes ne doivent pas agir seules, estime KLM

L'immense défi de la décarbonation du secteur aérien ne doit pas reposer que sur les compagnies aériennes, a rappelé vendredi Remona van der Zon, directrice de la stratégie durable de KLM, lors d'une table-ronde du Paris Air Forum organisé par La Tribune. Car c'est bien l'écosystème tout entier qui sera concerné, a-t-elle insisté. Politiques comprises, alors qu'un cadre incitatif sera déterminant pour accélérer la cadence, et atteindre les objectifs climatiques.

« On veut faire participer toute l'industrie. Pas seulement les compagnies aériennes, mais toute la chaîne logistique ». C'est ce qu'a déclaré Remona van der Zon, directrice de la stratégie durable de KLM, lors d'une table-ronde du Paris Air Forum organisé ce 16 juin par La Tribune.

Face aux constructeurs Boeing et Airbus, mais aussi à l'entreprise finlandaise spécialisée dans le raffinage Nestlé, celle-ci a appelé l'« écosystème » entier à se mobiliser, alors que l'aviation civile mondiale fait face à des défis immenses pour devenir « neutre en carbone » d'ici à 2050. Et ce, afin de mettre à l'échelle les technologies de décarbonation du secteur, notamment les carburants d'aviation durable (SAF, sustainable aviation fuel) qui nécessiteront des investissements massifs. Avec une répercussion inévitable sur les prix payés par les clients.

Le yen creuse ses pertes, au plus bas depuis 2008 face à l'euro

Le yen a sombré vendredi à un nouveau plus bas depuis 15 ans face à l'euro, la Banque du Japon (BoJ) ayant maintenu son cap de politique monétaire très souple alors que la Banque centrale européenne (BCE) avait relevé ses taux la veille.

Vers 19H50 GMT, le yen perdait 1,02% à 155,13 yens pour un euro, après avoir flanché à 154,72 yens, un plus bas depuis septembre 2008. Face au dollar, le yen cédait 1,05% à 141,78 yens, au plus bas depuis novembre. La BoJ a gardé son taux directeur de court terme à son niveau négatif de 0,1%, et va continuer d'acheter autant d'obligations publiques japonaises (JGB) que nécessaire pour que leurs rendements à dix ans se maintiennent entre -0,5% et +0,5%, selon un communiqué.

"Le contraste est clair avec la BCE, qui a averti qu'une autre hausse des taux devait suivre celle de jeudi, et se reflète dans le rapport entre l'euro et le yen", a estimé Kit Juckes de la Société Générale.

"Alors que d'autres banques centrales mondiales augmentent leurs taux d'intérêt pour freiner la flambée des prix, la BOJ reste une exception", ce qui rend le yen moins attractif, a aussi noté Josh Gilbert, analyste chez eToro.

Jeudi, la BCE a relevé ses taux d'un quart de point de pourcentage et indiqué que d'autres hausses étaient à prévoir, et mercredi, la Réserve fédérale américaine (Fed) avait interrompu son resserrement monétaire tout en indiquant qu'il ne s'agissait que d'une pause.

Pour Christopher Vecchio de TastyLive, "il n'y a pas grand-chose pour empêcher le yen de glisser plus bas face au dollar", alors que les taux obligataires à court terme aux États-Unis sont sur la pente ascendante et creusent le différentiel avec le Japon.

"Mais il y a une limite à laquelle la BoJ va tolérer la faiblesse du yen", a-t-il affirmé et cette limite selon lui se situe autour de 145 yens pour un dollar.

La semaine prochaine, les cambistes se tourneront vers le Royaume-Uni, avec les données pour l'inflation de mai attendues mercredi et la décision de politique monétaire de la Banque d'Angleterre (BoE) le lendemain.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street
termine en baisse,
respiration après
une longue
séquence positive

La Bourse de New York a terminé en légère baisse vendredi, prenant une respiration après une séquence enlevée qui a vu les indices atteindre des sommets de plusieurs mois, sous l'impulsion d'investisseurs rassurés par la trajectoire de l'économie américaine.

Le Dow Jones a reculé de 0,32%, l'indice Nasdaq a cédé 0,68% et l'indice élargi S&P 500 a lâché 0,37%.

"Après une semaine solide, ce n'est pas inhabituel de voir un reflux", a commenté Art Hogan, de B. Riley Wealth Management. Le S&P 500 et le Nasdaq restaient ainsi sur six séances positives de suite et étaient montés cette semaine au plus haut depuis 14 mois.

Pour Karl Haeling, de LBBW, le recul était surtout technique, sans conviction.

Il a probablement été accentué, selon l'analyste, par le fait que vendredi était une journée dite des "quatre sorcières", marquant l'expiration des contrats à terme (futures) et options sur les indices et sur les valeurs individuelles.

L'arrivée à échéance de ces produits financiers génère souvent de la volatilité et des mouvements erratiques de la place new-yorkaise. Quelques prises de profits ont eu lieu dans le secteur technologique, incandescent depuis le début de l'année, notamment sur les titres de Microsoft (-1,66%), du fabricant de semi-conducteurs AMD (-3,35%) ou de Netflix (-2,99%).

Dans le même temps, les actions qualifiées de défensives, c'est-à-dire considérées comme moins sensibles à la conjoncture, ont bénéficié d'un petit rééquilibrage, à l'instar du conglomérat industriel 3M (+0,70%), de Nike (+1,05%) ou de la chaîne de pharmacies Walgreens (+2,03%).

Le fléchissement modéré de vendredi ne remet pas en cause la tendance du marché, selon Karl Haeling, qui souligne qu'"il y a clairement beaucoup d'argent qui arrive sur le marché" actions.

"C'est un marché qui reste constructif, mais avait besoin de digérer les gains observés" ces dernières semaines, abonde Art Hogan.

Les investisseurs croient désormais majoritairement à un atterrissage en douceur de l'économie américaine et mettent ouvertement en doute la communication de la banque centrale américaine (Fed), dont la majorité des membres votants annoncent plusieurs hausses de taux d'ici la fin de l'année.

Sur le marché obligataire, les taux ont de nouveau nettement fluctué, à la hausse cette fois. Le rendement des emprunts d'Etat américains à 2 ans ressortait à 4,72%, contre 4,64% jeudi en clôture.

Ces mouvements d'ampleur inhabituelle sur ce marché tiennent, pour partie, à une liquidité insuffisante, due notamment à la perspective d'émissions massives du gouvernement américain après plusieurs mois de crise de la dette.

A la cote, le géant des logiciels de création Adobe a brillé (+0,87%) après publié, jeudi après Bourse, des résultats supérieurs aux attentes et relevé ses prévisions pour son exercice décalé (de décembre à novembre).

POINT-MARCHÉS

Les Bourses européennes terminent
en hausse une semaine chargée

Les Bourses européennes ont terminé en hausse vendredi, les marchés discernant dans les décisions de politique monétaire prises cette semaine la fin du cycle de resserrement en dépit des discours très restrictifs des banques centrales qui insistent sur l'importance de ramener l'inflation à la cible.

À Paris, le CAC 40 a gagné 1,34% à 7.388,7 points et le Dax allemand 0,41%, contre 0,19% pour le Footsie britannique.

L'indice EuroStoxx 50 a terminé la séance sur une hausse de 0,68%, le FTSEurofirst 300 de 0,55% et le Stoxx 600 de 0,53%.

Sur cette semaine marquée par la hausse de taux de la BCE jeudi et le positionnement "faucou" adopté par la Fed mercredi, le CAC a progressé de 2,43%, contre 1,48% pour le Stoxx 600.

La Fed n'a pas relevé ses taux mercredi mais a prévenu qu'elle réaliserait probablement deux nouvelles hausses tandis que la BCE a relevé jeudi ses taux d'un quart de point, tout en laissant la porte ouverte à une poursuite du resserrement monétaire.

Les deux banques centrales voient l'inflation sous-jacente demeurer au-dessus de la cible, justifiant une approche restrictive, mais les économies commencent à montrer des signes d'affaiblissement qui pourraient précipiter une récession et forcer les institutions à baisser leurs taux.

Deux gouverneurs de la Fed ont fait de nouveaux commentaires "faucou" vendredi.

"Les banques centrales n'en savent pas plus que nous et doivent être appréhendées sur leurs actes et sur leur volonté affichée plutôt que sur leurs prévisions ou le succès potentiel de leurs actions", estiment les stratèges d'Octo AM. "Il est selon nous beaucoup trop tôt pour penser à une quelconque baisse de taux ou à un revirement de politique monétaire, à moins d'un événement exogène (...) qui relève plus de l'aléa extra-financier."

VALEURS

CAC40

Grimpe au contact des 7400pts, aidé par le luxe

La bourse de Paris achève cette dernière séance de la semaine sur une note positive, avec un gain de 1,3% à 7388 points. En cette journée des "4 sorcières", l'indice parisien est notamment tiré par le rebond du luxe : LVMH s'arrose 3% suivi de près par Kering (+2,2%) et Hermès (+1,8%).

La bourse de Paris s'arrose un gain hebdomadaire de 2,3% et une progression de 14% depuis le début de l'année.

La fin semaine a été marquée par l'annonce de la Banque centrale européenne (BCE) qui a décidé hier de relever ses taux directeurs de 25 points de base, tout en manifestant son intention de maintenir une politique restrictive sur la durée.

Les marchés mondiaux en demi-teinte face aux
derniers messages des banques centrales

La perspective de la fin du cycle de hausses des taux des banques centrales a soutenu les Bourses européennes vendredi, tandis que Wall Street se montrait plus prudente. À la Bourse de New York, les trois principaux indices évoluaient autour de l'équilibre vers 15H55 GMT : le Dow Jones perdait 0,06%, le Nasdaq 0,22% et le S&P 500 grappillait 0,03%. La Bourse de Francfort a terminé en hausse de 0,41% et a enregistré de nouveaux records à la clôture (16.357,63 points) et en séance (16.427,42 points). «Le Dax est considéré comme un retardataire» par rapport aux Bourses européennes ayant depuis plusieurs mois déjà battu des records «et un bénéficiaire de la reprise économique en Chine», selon Andreas Lipkow, analyste indépendant.

Paris a gagné 1,34% et Milan 0,47%. Avec Francfort, elles ont toutes trois connu des hausses d'environ 2,5% sur la semaine, leur meilleure performance depuis deux mois. Londres a pris 1,09% sur la semaine et 0,19% vendredi. «Les attentes de nouvelles mesures de relance de la part de la Chine et à la conviction que le cycle actuel d'aug-

mentation des taux directeurs est sur le point de s'achever», ont porté les indices, commente Michael Hewson, analyste de CMC Markets.

La semaine a été animée par plusieurs annonces de banques centrales, notamment la Réserve fédérale américaine (Fed) qui n'a pas relevé ses taux pour la première fois depuis mars 2022, tout en signalant que deux hausses de taux supplémentaires étaient possibles.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt de la dette américaine à deux ans, l'échéance la plus sensible aux anticipations de politique monétaire, montait à 4,73%, contre 4,65% à la clôture de jeudi. «Le consensus d'analystes avait prévu une pause (dans le relèvement des taux, NDLR) en juin et une hausse en juillet, il est en train de s'ajuster au fait qu'il pourrait y avoir une autre hausse après juillet», analyse Yann Azuelos, gérant chez Mirabaud. Pour l'ancien vice-président de la Fed et actuel conseiller économique monde de Pimco Richard Clarida, «il y a une déconnexion entre ce que pensent les marchés au sujet de la trajectoire des taux et les prévisions des membres de la Fed», a-t-il observé vendredi lors d'une conférence.

Le compartiment européen de la distribution a affiché vendredi la meilleure performance des secteurs du Stoxx 600, avec un gain de 1,28%.

Les compartiments défensifs de la santé et des services aux collectivités ont progressé de respectivement 0,97% et 1,16%. Rheinmetall a fini en hausse de 4,93%, après avoir révélé s'attendre à une commande du gouvernement allemand de plusieurs milliards d'euros de munitions.

Travis Perkins, le plus grand fournisseur britannique de matériaux de construction, a été la lanterne rouge de l'indice européen, en baisse de 6,71% sur la séance, après avoir annoncé que ses bénéfices seraient affectés par les difficultés du marché du logement britannique.

En France, Air Liquide a signé un premier contrat d'achat à long terme d'électricité renouvelable en Chine, et affiche la meilleure performance du CAC 40, en hausse de 4,77%.

A Wall Street

À l'heure de la clôture en Europe, la Bourse de New York avait effacé la quasi-totalité de ses gains de début de séance, le Dow Jones et le Standard & Poor's 500 étant inchangés, tandis que le Nasdaq Composite perdait 0,20%.

Les déclarations des gouverneurs de la Fed Christopher Waller et Thomas Barkin, qui se sont inquiétés de la persistance de l'inflation, ont joué dans l'inversion de la tendance.

Les indicateurs du jour

Eurostat a publié le chiffre définitif de l'inflation en zone euro pour mai, confirmé à 6,1% sur un an après 7% le mois précédent.

Aux États-Unis, l'indice du moral des ménages américains s'est fortement redressé en juin après avoir atteint son plus bas niveau depuis novembre en mai, montrent les résultats préli-

minaires de l'enquête mensuelle de l'Université du Michigan, qui indique en outre que les anticipations d'inflation des ménages se modèrent nettement.

Changes

L'euro a effacé une partie de ses gains de jeudi, qui l'avaient porté à son plus haut niveau en plus de quatre semaines face au dollar, mais reste soutenu par la trajectoire de hausse de taux de la BCE.

L'euro se négocie à 1,0924 dollar (-0,20%), tandis que le billet vert progresse (+0,29%) face à un panier de devises de référence, soutenu par les déclarations des gouverneurs de la Fed. Le billet vert affiche toutefois une baisse sur la semaine.

Taux

Le rendement des emprunts d'Etat allemands à deux ans, sensibles aux anticipations de politique monétaire, a fini à 3,181%, au plus haut depuis mars.

Le rendement du Bund allemand à dix ans a reculé à 2,468%, tandis que les rendements du BTP italien à 10 ans a perdu neuf points de base, à 4,031%.

Aux États-Unis, les rendements des Treasuries à dix ans et à deux ans avancent de plus de trois et sept points de base à 3,7594% et 4,7205% respectivement, soutenus par les déclarations "faucou" de deux gouverneurs de la Fed, vendredi. Pétrole

Le pétrole devrait terminer la semaine en hausse, soutenu notamment par des perspectives de demande chinoise plus optimistes.

Le Brent avance de 0,16% à 75,78 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) gagne 0,34% à 70,86 dollars.

A l'absence de soutien de la BCE s'ajoute la posture peu accommodante de la Fed qui a laissé entendre qu'elle comptait procéder à deux relèvements supplémentaires du loyer de l'argent cette année.

"Les banques centrales n'en n'ont pas fini avec leur cycle de resserrement, et les annonces de la semaine clarifient si besoin ce point : d'autres hausses de taux sont à prévoir", résume Raphaël Thuin, directeur des stratégies de marchés de capitaux chez Tikehau Capital. Notons qu'à contre-courant de la Fed et de la BCE, la Banque du Japon (BoJ) a maintenu vendredi sa politique monétaire ultra-accommodante. La bourse de Tokyo bénéficie d'un engouement record depuis trois décennies avec un nouveau record de 33.700 pts, meil-

| COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN | | | |
|--|-------------------------|-------------|-------------|
| Cours du : 15 Juin 2023 | | | |
| Valeur : 19 Juin 2023 | | | |
| BASE | DEVICES | COURS ACHAT | COURS VENTE |
| 1 | USD US DOLLAR | 135,9108 | 135,9258 |
| 1 | EUR EURO | 147,8147 | 147,8717 |
| 1 | GBP POUND STERLING | 171,9737 | 172,0362 |
| 100 | JPY JAPANESE YEN | 96,1800 | 96,2176 |
| 1 | CNY CHINESE YUAN | 19,8921 | 19,8977 |
| 1 | CHF SWISS FRANC | 150,3438 | 150,4103 |
| 1 | CAD CANADIAN DOLLAR | 101,9562 | 102,0061 |
| 1 | DKK DANISH KRONE | 19,7464 | 19,7515 |
| 1 | SEK SWEDISH KRONA | 12,6791 | 12,6840 |
| 1 | NOK NORWEGIAN KRONE | 12,7647 | 12,7705 |
| 1 | AED UAE DIRHAM | 37,8027 | 37,8088 |
| 1 | SAR SAUDI RIYAL | 36,2400 | 36,2459 |
| 1 | KWD KUWAITI DINAR | 442,2740 | 442,4608 |
| 1 | TND TUNISIAN DINAR | 43,7901 | 44,1393 |
| 1 | MAD MOROCCAN DIRHAM | 13,4708 | 13,4723 |
| 1 | LYD LIBYAN DINAR | 28,1406 | 28,2849 |
| 1 | MRI MAURITANIAN OUGUIYA | 3,9566 | 3,9571 |
| 1 | SDR SPEC. DR. RIGHTS | 181,2845 | 181,2845 |

Une nouvelle poudre révolutionnaire pour empêcher les forêts et les maisons de brûler

Un Français de 67 ans va commercialiser dans les semaines à venir un tout nouveau produit pour lutter contre les flammes.

Cette invention, créée à partir d'un mélange d'amidon et de produits alimentaires, permet de protéger contre le feu. Des sapeurs-pompiers professionnels sont déjà intéressés par l'Exctinct Fire, avec l'espoir de s'en servir dès juillet 2023.

D'ici fin 2023, un nouveau produit français débarquera sur le marché national et il promet de combattre plus rapidement et plus efficacement les incendies. Plusieurs hectares de forêts carbonisés. Des campings dévastés par des feux incontrôlables. Des maisons et des entreprises brûlées par des flammes gigantesques. Les terribles images des incendies qui ont frappé la Gironde à l'été 2022 sont encore dans tous les esprits. Et si ce scénario pouvait ne plus jamais se répéter ?

Un produit baptisé Exctinct Fire doit aider les pompiers à maîtriser les incendies et les particuliers à protéger leurs biens les plus précieux. Imaginé

par le Français Marc Lanciaux, il sera commercialisé à partir de fin juin 2023 en France par l'entreprise Biocortina Fires.

Ce produit est une poudre blanche créée à partir d'un mélange d'amidon et de produits alimentaires. « Il n'est pas toxique. J'en ai même bu pour prouver que ce n'était pas dangereux. Et je vais très bien depuis », plaisante Marc Lanciaux originaire de Picardie. Cette poudre est conditionnée dans des sachets. Mélangée à de l'eau, elle devient presque magique. Elle crée une barrière infranchissable par les flammes « durant 24 à 48 heures même en plein soleil », nous explique-t-il.

Économiser de l'eau

Lors d'un incendie, avant d'évacuer la zone, les particuliers auraient la possibilité de pulvériser le produit sur leur voiture ou leur maison afin de les recouvrir intégralement. La couche de l'Exctinct Fire empêche ensuite les flammes de dégrader les objets ou biens. Les pompiers n'auraient plus be-

soin de sécuriser chaque bien en humidifiant les alentours. « C'est inefficace car en 20 minutes, l'eau s'évapore », juge Marc Lanciaux. L'Exctinct Fire permet ainsi aux pompiers de se concentrer sur d'autres points sensibles et aux particuliers de protéger leurs propres biens rapidement, sans devoir attendre l'intervention de professionnels, mais aussi d'économiser l'eau si précieuse.

POUR UNE ASSISTANCE À DISTANCE

Deux entreprises bretonnes développent des lunettes connectées

Les entreprises bretonnes Artefacto et Apizee ont présenté, ce lundi 12 juin 2023, une solution de visio-assistance par lunettes connectées. Une technologie qui permet de réduire les déplacements et les coûts. Actuellement en phase de test, ce projet devrait connaître un déploiement massif dans les prochains mois. Lors de la conférence de presse, Michel L'Hostis, directeur général d'Apizee, s'est essayé à une démonstration des lunettes connectées développées par sa société et l'entreprise. Aujourd'hui, toutes les entreprises sont sensibilisées à la réduction des déplacements. Un sujet qui est au cœur de la technologie de visio-assistance par lunettes connectées initiée il y a un an par deux entreprises bretonnes : Artefacto et Apizee, spécialisées dans la réalité augmentée et la visio-expertise. « Limiter les déplacements est un objectif recherché par beaucoup d'entreprises. Grâce à cette solution, les entreprises et leurs techniciens pourront bénéficier d'un pilotage à distance », explique Michel L'Hostis, directeur général de la société Apizee. Ce dispositif s'adresse à un certain type de marché, notamment pour l'industrie, le BTP, le médical ou encore les télécoms. « L'objectif est d'avoir une assistance sur un système technique quelconque pour lequel un doute subsiste pour le technicien », relate-t-il.

Comment ça marche ?

Le technicien, qui se trouve sur le terrain, scanne avec la lunette connectée un code d'accès (QR Code sécurisé) envoyé par SMS. Une session en visio-assistance démarre alors entre le technicien et l'expert.

« Nous utilisons un casque Realwear, l'un des plus robuste du marché et le plus massivement exploité par l'industrie. Sur le côté droit du casque se trouve une caméra, un retour écran et de l'audio. L'expert reçoit en temps réel ce que voit le technicien et peut échanger avec lui sur les problèmes rencon-

BATHYBOT

Le robot des fonds marins Dorian Guillemain

Un drôle de poisson arpente les fonds marins. Un robot jaune avec des roues noires est positionné sur le plancher océanique, à plus de 2400 mètres de profondeur, au large de La Seyne-sur-Mer (Var). Développé par l'allemand iSeaMC à la suite d'un appel d'offres lancé par le CNRS, BathyBot est un robot de recherche sur la colonisation des récifs artificiels. Il doit rester au fond de la Méditerranée pendant dix ans, avec des maintenances prévues seulement tous les deux ans.

AVEC L'A17 BIONIC

L'iPhone 15 Pro va passer à la vitesse supérieure

La première puce 3 nm d'Apple baptisée A17 s'annonce comme un grand pas en avant par rapport à l'A16. Elle devrait équiper les modèles Pro (ou Ultra) de l'iPhone 15. Chaque année, Apple introduit un processeur de la série A (sur base ARM) avec les mises à jour de l'iPhone à l'automne. Nous ne nous attendons pas à ce qu'il en soit autrement cette année. En fait, le passage à un autre procédé de fabrication - le 3nm de TSMC - donne à l'A17 l'occasion de réaliser le saut le plus important en termes de performances et de fonctionnalités depuis plusieurs années. En examinant les dix dernières années de puces de série A conçues en interne par Apple, ainsi que ce que nous savons de la technologie de fabrication disponible et de l'orientation et des objectifs de l'entreprise, nous pouvons émettre une hypothèse assez juste sur ce que l'on peut attendre de l'A17.

Uniquement pour l'iPhone 15 Pro (ou Ultra)

L'année dernière, l'A16 était réservée à l'iPhone 14 Pro, tandis que la version 14 standard utilisait l'A15. Nous nous attendons à une répétition de ce schéma cette année, où l'A17 sera exclusif à l'iPhone 15 Pro et au Pro Max (ou à l'iPhone 15 Ultra, si les rumeurs se confirment). De son côté, l'iPhone 15 standard recevra l'A16 utilisé dans les modèles 14 Pro. Est-ce la voie à suivre pour Apple dans un avenir proche ? Les caractéristiques et la qualité des smartphones ayant atteint une sorte de plateau et les puces de la firme étant plus performantes que celles de la plupart des mobiles Android (Qualcomm principalement), il n'y a guère de raison de changer. Pour Apple, c'est un moyen de réduire les coûts et de créer une plus grande différence entre les modèles ordinaires et les modèles Pro, ce

PUBLICITE

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
DE LA WILAYA DE TAMANRASSET
N.I.F : 099811019023819

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 13 / 2023

La direction des équipements publics de la wilaya de Tamanrasset lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimal pour la Réalisation d'une résidence universitaire de 1000 Lits à Tamanrasset (Repartie en plusieurs lots).

- LOT N°08 = BLOC DES ACTIVITES CULTURELLES SPORTIVES ET DEPENDANCES.
- LOT N°10 = CHATEAU D'EAU 200 M3.

Les entreprises répondant aux critères cités en dessous (peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots et peuvent être retenues pour un seul lot selon le présent cahier des charges). Les entreprises intéressées par le présent appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Tamanrasset (bureau des études, évaluation et formalisation des marchés) contre un reçu de paiement de 1000,00 DA non remboursable libellé au non du trésor de Tamanrasset (compte N°201.007

Conditions éligibilités :

Capacités professionnelles :

- Certificat de qualification et classification professionnelle catégorie 03 (trois) ou plus comme activité principale «Bâtiment» pour le lot 08.
- Certificat de qualification et classification professionnelle catégorie 03 (trois) ou plus comme activité principale «Hydraulique» pour le lot 10

Les offres doivent être présentées comme suit :

1 - Le dossier de Candidature (Enveloppe A)

- Une déclaration de probité paraphées et signées
- Une déclaration de candidature paraphées et signées
- Les statuts pour les sociétés
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Capacités professionnelles : certificat de qualification et de classification.
- Capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans et les références bancaires
- Capacités techniques
- Moyens humains justifié part (mis à jour (CNAS) et/ou l'affiliation du personnel déclaré à la CNAS
- Moyens matériels justifiés par (Cartes grise ou récépissé de circulation en cours de validité) + assurance, pour matériel roulant).
- références professionnelles

2 - L'offre technique (Enveloppe B)

- Une déclaration à souscrire paraphées et signées
- Un mémoire technique justificatif.
- Le planning général de réalisations pour chaque lot.
- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté »

3 - L'offre financière (Enveloppe C)

- La lettre de soumission ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif et estimatif (DQE)

Les offres devront être déposées à la direction des équipements publics (DEP) de la wilaya de Tamanrasset sise cité administrative route de l'askrem (Bureau des Etudes, Evaluation et Formalisation des Marchés) et doivent être présentées sous enveloppe fermée et anonyme contenant (03) autres enveloppes A, B et C pour l'enveloppe « A » pour Le dossier de candidature, l'enveloppe « B » pour L'Offre technique, l'enveloppe « C » pour L'Offre financière respectivement ; portant les informations indiquées dans le cahier des charges, et l'enveloppe extérieure ne comportant aucune mention autre que l'expression:

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE CAPACITES MINIMALES N° 13 / 2023

Réalisation d'une résidence universitaire de 1000 Lits à Tamanrasset (Repartie en plusieurs lots).

Lot N° :

Le délai de préparation des offres est de 15 jours, à partir de la première parution de l'avis dans la presse et/ou le BOMOP. La date de dépôt des offres est fixée le dernier jour de préparation des offres jusqu'à 10h30. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours augmenté par le délai de préparation des offres à partir de la date de dépôt des offres. L'ouverture des plis se tiendra en séance publique le dernier jour de dépôt des offres à 11h00. Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis

MOTS CROISÉS

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 |
| 1 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 7 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 8 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 9 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 10 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 11 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 12 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 13 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 14 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 15 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 16 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 17 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 19 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 20 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Horizontalement

1 Participe aux Soirées de Médan (3 mots). - Un des fondateurs de la Nouvelle Revue Française. 2 Exagérations. - Scouts. 3 Progressa. - Mise en ordre. - Parfois joli et petit. 4 Réactivé. - Accompagne le fest-noz. - Un million. 5 Tel Toulouse-Lautrec. - Trous. - Punition. 6 Ouïe. - Dessouda. - Compétent. - Morceau de rein. 7 Figure de patineur. - Ténèbres. - Jaune ou noir. - Pas à moi. 8 Beaucoup moins polie. - Débitée. - Panne. 9 Cale de traçage. - Temps. - Sa barre peut effrayer le cheval. - Moyenne cérébrale. 10 En Moselle. - Au Sud-est de Perpignan. - Couches d'alliage. 11 Télé suisse. - Les murs, pour se rendre invisible. - Avec elle, est étroite. - Choisie. 12 Avant le collège. - Cours dans un sens au Mexique. - Eonismes. 13 Ex organisation terroriste. - Pète sec. - Fin de baroud. - Fait pareil. - Rivière éthiopienne. 14 Permet de servir à nouveau. - Sous la caisse. 15 Hollandais plaqué. - Homme politique suisse. - De cane ou de lièvre. - Unité universitaire. - Saintes initiales. 16 Vieille amie renversée. - Héros de Virgile. - Fiasco. 17 Soeur de son époux. - Brochet de mer. - Tors par l'arrière. - Monnaie latine. 18 Elle apprécie en phonétique. - Possessif. - Tuée. - Fait rire. 19 Double derrière la queue. - Lacet de botte. - Celle du charbonnier est naïve. - Comédiens. 20 Tenteras. - Pulvérisées.

Verticalement

1 Relut Musset et écouta Chopin (2 mots). - Père de Rodrigue. 2 Article. - Ecole d'ingénieurs. - Sectes chiïtes. 3 Serbes et Croates, par exemple. - Lu et retenu. - Note. - Moeurs. 4 Tête de dromadaire. - Assurent la transmission. - Possessif. - Petit élu. 5 Découle. - Tête d'oiseau. - Poète latin. - Pomme. 6 Muet sur scène. - Faucons ou crochets. - Tête d'oeuf. 7 Concerne le paléolithique. - Creuse son sillon. 8 Eau noire. - Ceux de Marianne peuplent les mairies. - Bout de chiffons. - Sainte-Reine du 21 (inversé). 9 Grecque. - Galette suisse. - Note. - Lotus ménager. 10 Cadeau pour le ciel. - Ses plaintes sont célèbres. 11 Suites. - Suppression définitive. 12 Leurs feuilles sont prisées. - Rayons de soleil. - Ville qui pétille. 13 Aluminium. - Bourguignonne. - Saint du sud-ouest. - Sans queue ni tête quand on le décapitait. 14 Otan anglo-saxonne. - Archipel italien. - Fait dans la dentelle. 15 Ville indienne. - Arrogantes. - Chlore. 16 Entrée de Rio. - Conjonction. - Tonneaux. - Galette suisse. 17 Vieille terre. - Font appel à la mémoire. - Suffisant. - Sur la peau d'âne. 18 Se mettent facilement en boule. - Parfum de femme mais à l'envers. - Personnel. - Se prend pour un grand duc. 19 Toxicomanes. - Mon cher Watson. 20 Cafés nordistes. - Connectes. - Au bord du stress.

RENAULT HUMAN FIRST VISION (2023)

Un roi de l'électro

Présenté au salon VivaTech, le Renault Human First Vision sert de démonstrateur de toutes les hautes technologies du groupe dans un futur proche. Et son style pourrait se retrouver sur des modèles de série.



La collaboration entre Renault et les grands noms de la Tech française porte ses premiers fruits. La Software République, le GIE constitué il y a deux ans par le constructeur avec Orange, STMicroelectronics, Dassault Systèmes, Thales et Atos, a présenté mercredi au Salon VivaTech un concept car doté de 20 innovations, dont certaines seront mises rapidement sur le marché. En travaillant ensemble, les six entreprises veulent décliner dans le domaine de la mobilité des technologies venues d'autres secteurs (sécurité, aéronautique...) pour en faire un gisement de services et de chiffre d'affaires, sans se limiter à la clientèle de Renault. « Nous avons d'ores et déjà 30 millions d'euros de perspectives business, reposant sur cinq projets », expose Valérie Cussac, la femme qui suit la Software République chez Orange. Reconnaissance posturale Le véhicule gris argenté 100 % électrique exposé Porte de Versailles fait donc office de démonstrateur. Même si son design est agréable à l'œil (les connaisseurs reconnaîtront l'ossature du concept car « Scenic vision » présenté l'an dernier), son intérêt provient avant tout des cap-

teurs qu'il embarque et de ses lignes de code. Grâce au savoir-faire de Thalès et STMicroelectronics, la voiture identifie son propriétaire lorsque celui-ci approche. Non pas en repérant une clef dans sa poche ou un smartphone, mais en détectant son visage, (qui aura été enregistré au préalable). Le véhicule est également capable de reconnaître le conducteur à sa démarche. A l'intérieur, un système hi-fi doté de 16 haut-parleurs permet une expérience immersive de tout premier ordre. Sur le volant, des capteurs permettent de surveiller le rythme cardiaque, tandis qu'un autre, placé sur la ceinture de sécurité, fait de même avec la respiration. S'appuyant sur ses algorithmes et l'historique des données de santé, le système « peut potentiellement anticiper une défaillance physique du conducteur et lui suggérer de faire une pause », avance le dossier de presse. Avant de proposer, lors de cet arrêt, une visioconférence avec une assistance médicale. Grâce aux compétences d'Orange et de Thales, le concept car se veut également à la pointe de la cybersécurité, un paramètre crucial pour les voitures connectées (85 % des ventes en Europe e en 2025). Les trois entre-

prises, en assemblant leurs technologies, ont conçu une solution « unique », avec un temps de réponse réduit, qui détecterait jusqu'à 8 fois plus de types d'attaques. Faire circuler l'électricité dans les deux sens A court terme, l'annonce la plus importante se trouve au niveau de la prise et de la borne de recharge. Le concept car est en effet équipé d'une technologie « Vehicle-to-grid » (V2G), permettant de charger la batterie du véhicule, mais également de rediriger l'électricité dans l'autre sens, vers la maison ou le réseau. Cette technologie, sur laquelle travaillent de nombreux constructeurs, est jugée essentielle pour surmonter les pics de consommation et optimiser l'usage des énergies renouvelables. Ce chargeur bidirectionnel va très vite arriver sur le marché : il équipera la future Renault 5 électrique, qui fera son entrée dans les concessions début 2024. Le constructeur, par le biais de sa filiale Mobilize, proposera des offres avec borne de recharge V2G et contrat d'électricité neutre en carbone. « Le coût de la recharge sera divisé par deux en moyenne », promet Corinne Frasson, directrice services énergie de Mobilize.

Agence

MERCEDES CLASSE E SW

Et voilà le break

Alors que la Mercedes Classe E berline a été dévoilée en avril dernier, voilà que s'annonce la version break qui se nommera comme Classe E SW. Il est toujours en pleine période de mie au point et c'est sur le circuit du Nürburgring que nos chasseurs de scoop l'ont rencontré. En Allemagne, les carrosseries breaks ont la cote auprès des automobilistes. Autant dire que les constructeurs allemands ne peuvent pas proposer une grande berline sans sa déclinaison en break. C'est pourquoi la nouvelle Mercedes Classe E dont nous venons de découvrir la carrosserie berline existera aussi en version SW. Si la face avant est presque entièrement décamouflée, c'est que la berline Classe E a déjà été dévoilée, et l'on connaît tous les secrets de son nouveau style. Le nouveau break Classe E a été surpris sur le circuit du Nürburgring en pleine séance d'essai. Si la berline va dévoiler ses nouveaux tarifs le 4 juillet, c'est le mardi 20 juin que nous découvrirons sans ses camouflages le tout nouveau break Classe E qui devrait être lancé à l'automne. Hormis la partie arrière du vé-

hicule, il y aura peu de différences entre la berline et le break. Comme la berline, le break affichera une ligne fluide et une nouvelle signature lumineuse à l'avant en forme d'hommage aux « quatre yeux » des anciennes générations Classe E de 1995 et 2002. À l'arrière les feux intégreront une signature inédite en forme d'étoile. Malgré le camouflage on distingue la nouvelle signature lumineuse en forme d'étoile. Le gabarit du break devrait être proche de celui de la berline avec 4,95 m de long. Il y aura toujours la possibilité d'opter pour des proes différenciées, l'une avec une énorme étoile en plein centre de la calandre, l'autre avec l'étoile trônant à l'avant du capot, de fines barrettes habillant la calandre. Sous le capot on trouvera une offre de motorisations performantes essence et diesel, et aussi deux motorisations essence hybrides rechargeables de 313 et 381 ch avec une autonomie électrique dépassant les 110 kilomètres. Plus tard un hybride diesel fera son apparition ainsi qu'un moteur six cylindres essence.

TOYOTA

Une voiture à hydrogène abordable

Alors que les start-ups françaises de la voiture à hydrogène dévisent, Toyota pense pouvoir concevoir une voiture fonctionnant avec cette technologie à un prix raisonnable. Le constructeur promet même un produit prêt bien avant la fin de la décennie.

Existe-t-il un avenir pour la voiture à hydrogène ? Si cette technologie paraît prometteuse sur le papier pour certains pans de l'industrie et des transports lourds, sa viabilité dans l'automobile - dans un contexte où les groupes motopropulseurs à batteries s'imposent de plus en plus - pose question. Que ce soit en termes de rendement énergétique ou de coûts, l'hydrogène est actuellement largué par rapport aux voitures électriques. La Toyota Mirai de seconde génération, une berline familiale aux prestations classiques, coûte par exemple plus de 70 000€. Les Français d'Hoplum promettent bien un modèle sportif et luxueux plus intéressant mais pour l'instant, leur projet peine à trouver des financements.

Chez Toyota en tout cas, l'heure n'est clairement pas à l'abandon de l'hydrogène. Alors que le constructeur japonais prépare son électrification de masse, il garde de la place pour cette technologie et promet même l'arrivée d'une troisième génération bien plus crédible industriellement que les deux premières. Les communicants de la marque évoquent un prix « 50% inférieur à celui de la Mirai actuelle », ce qui la positionnerait aux environs des 35 000€. Même en face d'une Tesla Model 3, il y aurait de quoi en faire un véhicule compétitif si Toyota respectait cette promesse !

Toyota peut-il réussir à convaincre sur l'hydrogène automobile ?

Si le constructeur japonais explore aussi la piste des moteurs thermiques à pistons utilisant l'hydrogène comme carburant, ce futur véhicule à hydrogène de troisième génération gardera bien le principe de la pile à combustibles comme les deux premières Mirai. Il profitera d'après Toyota d'une meilleure autonomie et d'une efficacité en net progrès. Alors que certains gouvernements (comme celui de la France) investissent au développement du réseau de recharge d'hydrogène, l'enjeu est vraiment de savoir si Toyota réussira à prouver que les voitures à hydrogène peuvent séduire les clients par leurs qualités techniques face aux autres technologies. Si oui, l'histoire de l'automobile pourrait prendre une tournure différente.

L'Afrique envisage de créer une agence spatiale panafricaine

Les pays africains ont l'intention de mettre en place une agence spatiale conjointe avec un siège au Caire pour coordonner les programmes spatiaux, a annoncé le directeur de l'agence spatiale sud-africaine SANSA. De plus, l'Afrique du Sud a invité les pays des BRICS à la coopération spatiale.

Le continent africain pourrait bientôt disposer de sa propre agence spatiale commune, c'est ce qu'a déclaré Humbulani Mudau, directeur de l'agence spatiale sud-africaine SANSA. "Notre gouvernement vient d'adopter une nouvelle stratégie d'exploration spatiale avec la participation d'autres pays africains, qui créeront également une agence spatiale commune panafricaine", a-t-il déclaré le 16 juin au cours du Forum international économique de Saint-Petersbourg SPIEF.

Début des travaux du Forum diplomatique de solidarité avec le peuple sahraoui

Les travaux du Forum diplomatique de solidarité avec le peuple sahraoui ont débuté, samedi à Alger, en présence du ministre sahraoui des Affaires étrangères, Mohamed Sidati. Le Forum diplomatique de solidarité avec le peuple sahraoui, qui coïncide avec la commémoration du 53e anniversaire du Soulèvement de Zemla (17 juin 1970), enregistre la participation d'ambassadeurs et de représentants d'ambassades de pays africains, comme l'Afrique du Sud, qui a coordonné l'organisation de l'événement, l'Ouganda, le Kenya, le Nigeria, la Mauritanie, l'Éthiopie, l'Angola, le Zimbabwe, la Tanzanie, le Mozambique, le Ghana et le Mali, et de pays d'Amérique latine, comme le Venezuela, Cuba, le Pérou et la Colombie, aux côtés de représentants des ministères des Affaires étrangères algérien et sahraoui et du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS).

Dans son allocution à l'ouverture du Forum, le chargé d'affaires à l'ambassade d'Afrique du Sud en Algérie, Sello Patrick Rankhumise, a souligné la nécessité de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, préconisant d'intensifier le soutien à ses efforts de lutte pour atteindre cet objectif.

Dans ce cadre, la directrice générale du Département Afrique au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Selma Malika Haddadi, a soutenu que le processus de décolonisation en Afrique ne s'achèvera qu'avec la décolonisation au Sahara occidental.

Elle a ajouté que l'objectif du Forum était d'examiner les moyens de mobiliser un soutien transcontinental en faveur de la cause sahraouie, affirmant que l'Algérie, en sa qualité de pays hôte et membre du Forum, ne ménagera aucun effort pour la mise en œuvre des recommandations de cette session.

"Durant son mandat de membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, l'Algérie poursuivra ses efforts dans la défense des causes justes, dont la cause sahraouie, et pour l'application des résolutions des Nations Unies et de l'Union africaine (UA), conformément aux chartes des deux organisations", a-t-elle soutenu. Les participants poursuivront leurs travaux à huis clos pour notamment passer en revue le plan d'action 2023-2024, avant une séance plénière pour l'annonce des recommandations du Forum.

Cette session du Forum diplomatique de solidarité avec le peuple sahraoui revêt une grande importance car elle permet d'évaluer l'action du Forum en matière de soutien à la cause sahraouie, mais aussi de tracer ses prochains plans et programmes de solidarité en vue de défendre le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance.

De surcroît, cette rencontre diplomatique intervient dans une conjoncture marquée par un large appui à la cause sahraouie dans les fora internationaux.

A noter que Bureau de coordination du Forum diplomatique de solidarité avec le peuple sahraoui avait récemment tenu sa deuxième réunion au siège de l'ambassade de la République arabe sahraouie démocratique à Alger pour parachever les préparatifs de cette session.

Le Bureau de coordination est composé de l'ambassadeur sahraoui en Algérie, Abdelkader Taleb Omar, du président du CNASPS, Said Ayachi, des ambassadeurs vénézuélien et kenyan en Algérie et du chargé d'affaires à l'ambassade d'Afrique du Sud en Algérie.

Pour rappel, l'initiative du Forum diplomatique de solidarité avec le peuple sahraoui a été lancée par nombre d'ambassadeurs accrédités en Algérie, avec l'accompagnement du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 18 Juin 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



CAPEX MONDIAUX DANS L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

624 milliards de dollars cette année, selon l'AIE

Les investissements mondiaux dans l'efficacité énergétique vont atteindre un niveau record en 2023, à 624 milliards de dollars, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Ce chiffre est certes très important (en hausse de 20 % par rapport à 2021), mais il devra encore tripler d'ici à 2030 si l'objectif est d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050. Pour souligner le rôle central de l'efficacité énergétique en matière de lutte contre le changement climatique, l'AIE a organisé à Versailles (en France) une

8e conférence sur cette question, rassemblant 700 décideurs du monde entier, dont plusieurs CEO et une trentaine de ministres. Cette thématique a pris beaucoup d'importance depuis l'an dernier en raison de la guerre en Ukraine et de la flambée des prix de l'énergie. Selon les calculs de l'AIE, l'efficacité énergétique représente un quart des mesures du plan IRA de l'administration Biden. Au Japon, le Green Transformation Plan aura un impact significatif sur la consommation d'énergie des immeubles. En Eu-

rope, les ambitions ont été augmentées avec le plan REPower EU. Les autres pays ne sont pas en reste, notamment l'Inde avec son projet de « conservation de l'énergie ». Selon l'AIE, des normes en matière d'efficacité énergétique existent maintenant dans plus de 100 pays. Pour cette raison, la performance mondiale dans ce domaine a augmenté de 2,2 % l'an dernier, alors qu'une hausse très timide avait été constatée lors des deux années précédentes. Mais cela reste insuffisant, selon cette agence rattachée à l'OCDE. Selon son

directeur général, Fatih Birol, « un élan fort pousse l'efficacité énergétique [...] ». Des mesures sont prises dans des pays représentant plus de 70 % de la consommation énergétique globale ». Mais « il faut maintenant passer à la vitesse supérieure et doubler les progrès d'ici la fin de la décennie ». Concrètement, cela impliquerait d'augmenter de 4 % par an l'efficacité énergétique et de tripler les capex annuels afin d'atteindre \$1800 milliards en 2030. Agence

ENERGIE

Sonatrach rejoint le Global Gas Center

Le Groupe Sonatrach, leader de l'industrie gazière en Afrique, a annoncé, jeudi dans un communiqué, son adhésion au Global Gas Center (GGC), une organisation à but non lucratif basée à Genève (Suisse) et dédiée aux dirigeants et experts des entreprises de gaz naturel qui souhaitent partager leurs points de vue et leurs expériences via une plateforme neutre, indépendante et inclusive. En tant que "leader dans le domaine de l'industrie du gaz naturel liquéfié", le Groupe Sonatrach a estimé, dans son communiqué, que son adhésion à cette organisation mondiale "renforce ses perspectives de principal fournisseur de l'Europe et du reste du monde".

Cette adhésion au GGC permet également à Sonatrach de "conforter sa position sur le marché international du gaz, lui offrant de précieuses opportunités pour tirer parti de l'échange de vues et d'expériences au sein de cet organe mondial des principaux acteurs et experts de l'industrie gazière", selon la même source.

Le Global Gas Center a été créé en 2014, à l'initiative d'un groupe de producteurs de gaz naturel et du Conseil mondial de l'énergie. Il compte actuellement 15 membres, après l'adhésion



de Sonatrach en tant que membre actif de cet organe mondial. Actif dans le domaine du gaz naturel avec des représentants de tous les continents, le GGC encourage les échanges au niveau international avec les partenaires de tous les secteurs de l'énergie, en particulier dans le domaine du gaz naturel, et œuvre à la promotion de l'énergie durable, en mettant l'accent sur les questions liées au secteur du gaz naturel.

PATRIMOINE FORESTIER

L'APN examine le projet de loi

L'Assemblée populaire nationale reprendra, ce dimanche, ses travaux. A l'occasion deux séances plénières sont programmées, dimanche et lundi. A l'ordre du jour, le projet de loi relative aux forêts et aux richesses forestières.

Ce projet de texte présenté, le mois dernier, par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, en Conseil des ministres, a pour objet de « mettre en place une stratégie nationale des forêts qui comporte un ensemble d'orientations élaborées en harmonie avec les politiques nationales socioéconomiques et environnementales ». Une stratégie destinée à orienter les décisions futures portant sur l'aménagement, l'utilisation et la préservation du patrimoine forestier national au bénéfice de la société.

PATRIMOINE FORESTIER

L'APN examine le projet de loi

L'Assemblée populaire nationale reprendra, ce dimanche, ses travaux. A l'occasion deux séances plénières sont programmées, dimanche et lundi. A l'ordre du jour, le projet de loi relative aux forêts et aux richesses forestières. Ce projet de texte présenté, le mois dernier, par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, en Conseil des ministres, a pour objet de « mettre en place une stratégie nationale des forêts qui comporte un ensemble d'orientations élaborées en harmonie avec les politiques nationales socioéconomiques et environnementales ». Une stratégie destinée à orienter les décisions futures portant sur l'aménagement, l'utilisation et la préservation du patrimoine forestier national au bénéfice de la société.

ALERTE MÉTÉO

Températures caniculaires dimanche dans plusieurs wilayas du centre

Des températures caniculaires, pouvant atteindre 44 degrés Celsius, affecteront dimanche plusieurs wilayas du centre du pays, indique un bulletin météorologique spécial (BMS) émis samedi par l'Office national de la météorologie.

Les wilayas concernées par la canicule sont Tipasa, Alger, Boumerdès et Bejaia (Sud), où les températures oscilleront entre 38 et 40 degrés Celsius, précise la BMS, de niveau de vigilance Orange. Sont également concernées les wilayas de Chlef, Ain Defla, Blida et Tizi-Ouzou, où les températures varieront entre 42 et 44 degrés Celsius, ajoute la même source.